

**CONCOURS INTERNE POUR L'ACCÈS A L'EMPLOI DE  
SECRÉTAIRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (CADRE GÉNÉRAL)  
AU TITRE DE L'ANNÉE 2021**

**ÉPREUVES ÉCRITES D'ADMISSIBILITÉ**

**Mercredi 23 septembre 2020**

**QUESTIONS INTERNATIONALES**

*Rédaction d'une note à partir d'un dossier relatif aux questions internationales.*

Durée totale de l'épreuve : 4 heures  
Coefficient : 4

SUJET :

*Vous êtes rédacteur/rédactrice à la direction des Nations Unies, des organisations internationales, des droits de l'Homme et de la Francophonie. Dans la perspective de la 3<sup>ème</sup> session du Forum de Paris sur la paix (11-13 novembre 2020), principalement consacrée à la réponse multi-acteurs à la crise du COVID-19, vous êtes chargé(e) de rédiger une note sur les principaux défis sécuritaires, économiques et sociaux que la communauté internationale doit affronter dans le contexte post-pandémie et sur les changements à envisager en matière de gouvernance mondiale pour y répondre et structurer « le monde d'après ». Vous montrerez en quoi les initiatives déjà portées par la France au cours des derniers mois pour un multilatéralisme fort et rénové contribueront utilement à cet objectif et vous formulerez des recommandations concrètes sur les actions supplémentaires que la France et ses partenaires, notamment européens, pourront prendre pour favoriser une reprise des échanges internationaux tant conséquente que garante d'un développement international durable et plus équilibré.*

*Ce dossier comporte 58 pages (page de garde et sommaire non compris).*

## Sommaire

**Document 1 :** Discours du Président de la République à la 74<sup>ème</sup> Assemblée générale des Nations unies (septembre 2019) - 7 pages

**Document 2 :** Discours du Président de la République à l'occasion de l'ouverture du deuxième forum de Paris sur la Paix - 6 pages

**Document 3 :** Interview du Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères dans Le Monde « Ma crainte c'est que le monde d'après-ressemble au-monde d'avant mais en pire » - 4 pages

**Document 4 :** entretien Figarovox : « OMS: Trump met le doigt brutalement sur les tabous de l'ordre international » - 3 pages

**Document 5 :** transcript de la conférence de presse de Donald Trump du 29 mai 2020 - 2 pages

**Document 6:** Alliance for multilateralism: "We need strong global cooperation and solidarity to fight COVID-19" - 5 pages

**Document 7 : RFI :** « Dettes des pays africains: les grands créanciers tombent d'accord sur un moratoire » - 2 pages

**Document 8 :** Initiative franco-allemande pour la relance européenne face à la crise du coronavirus - 4 pages

**Document 9 :** Discours de la Présidente von der Leyen lors de la session plénière du Parlement européen sur le train de mesures de relance de l'UE - 4 pages

**Document 10 :** Interview de la ministre suédoise des finances dans Le Monde « un fonds de relance est nécessaire mais pas à n'importe quelles conditions » - 2 pages

**Document 11 :** Elysée fiche presse : « conférence de lancement pour une initiative mondiale sur les diagnostics, les traitements et les vaccins » - 3 pages

**Document 12 :** Plaquette de présentation du 1<sup>er</sup> sommet mondial des Banques publiques de Développement (Paris, 10-12 novembre 2020) « pour des sociétés résilientes et respectueuses de l'environnement » - 12 pages

**Document 13 :** Discours de Vera Jourova, vice-présidente de la Commission européenne « from pandemic to infodemic (4 juin 2020) - 3 pages

Merci beaucoup, Madame la Présidente. Mesdames, Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement, Mesdames, Messieurs les Ministres, Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs, chers amis.

Nous nous retrouvons pour cette Assemblée générale alors même que le Secrétaire général a choisi le thème si important du climat, et nous nous sommes réunis sur ce sujet hier, alors que l'impatience partout s'exprime et alors que tout dans le monde qui nous entoure, en tout cas beaucoup de choses, pourrait nous conduire à être pessimistes. Nous ne sommes pas au rendez-vous des exigences qui sont les nôtres, des objectifs que nous nous sommes données à nous-mêmes en matière de lutte contre le réchauffement climatique comme en matière de lutte pour la biodiversité. Les tensions sont multiples, à un niveau inédit dans certaines régions du globe, lorsqu'on voit ce qui, ces derniers jours, s'est encore déroulé dans le Golfe et lorsqu'on voit les défis qui sont devant nombre de nos amis ici présents, au Sahel en particulier, dont je retrouve ici les visages amis, et dans tant d'autres régions. Ces conflits sont de plus en plus durs, cruels à l'égard des populations civiles, des personnels humanitaires, des défenseurs des droits. Comme le dit David MILIBAND, c'est l'âge de l'impunité qui s'est ouvert. Les tensions commerciales se multiplient, les inquiétudes sont croissantes quant aux changements technologiques et à leurs conséquences. Je ne veux pas ici dresser un tableau pessimiste, et je sais votre fatigue d'écouter déjà de nombreux discours depuis ce matin pour vous épargner la litanie de toutes les raisons de désespérer. Néanmoins, nous avons tout pour répondre à ces défis, tout, et ce de manière inédite.

Nous avons d'abord la connaissance. Jamais la science dans le monde n'a été ainsi réunie pour pouvoir qualifier les défis qui sont les nôtres et entrevoir les moyens d'y répondre, du GIEC à l'IPBES, jusqu'à ce que nous sommes en train de construire sur les révolutions technologiques, cela est décrit. Chaque année un peu plus, nous savons. Nous avons le financement, qui ne manque pas à travers la planète. Nous avons la capacité d'innovation inégalée et qui, sur nombre des sujets que j'ai évoqués, est aussi un moyen de répondre à ces défis, de lutter contre la pauvreté, de stabiliser, de répondre aux grands changements que je viens de mentionner. Nous avons une conscience inédite de ces maux contemporains, notre jeunesse, quand il s'agit du climat ou des libertés, et, je dois le dire, nos opinions publiques, informées comme elles ne l'ont jamais été jusqu'alors. Et nous avons un cadre, ici même, le cadre des États libres qui se reconnaissent mutuellement et qui sont censés travailler pour le bien commun et préparer l'avenir de l'humanité, répondre à ces crises contemporaines, comme nous avons les cadres du multilatéralisme régionaux sur de nombreux sujets ou thématiques quand il s'agit du commerce ou de la coopération économique. Alors qu'est-ce qu'il nous manque ? Qu'est-ce qui fait que nous (inaudible) des discours en donnant le sentiment à nos peuples que nous n'arrivons pas à répondre à leurs angoisses ?

À y réfléchir, en me préparant à m'exprimer devant vous, je me remémorais un texte qui m'a souvent accompagné, et qui est celui que SOLJENITSYNE eut à Harvard en 1978 sur le déclin du courage. Il nous manque le courage, beaucoup, souvent, et au fond, aujourd'hui, je voulais simplement vous dire que l'appel que je voudrais lancer, ce serait celui du retour du courage, sur deux sujets déjà, simplement, pour commencer : le courage de savoir bâtir la paix et le courage de la responsabilité.

Le courage de savoir bâtir la paix, d'abord, parce qu'il faut du courage pour cela, parce que c'est une prise de risque à chaque fois, bâtir la paix, qui consiste à ne pas simplement défendre ses intérêts premiers, ses positions qui ont parfois conduit à l'escalade ou aux tensions. Dans toutes les régions du globe, bâtir la paix, c'est prendre le risque, le risque du dialogue, du compromis, de la reconstruction de la confiance, et dans tant de régions, c'est ce dont nous avons besoin. C'est ce dont le Moyen-Orient, aujourd'hui, a besoin. C'est ce dont la région du Golfe a besoin. Le courage, ce ne sont pas des tensions.

des provocations, des répliques. C'est une concertation exigeante suivie de manière transparente.

Dès ma première expression devant cette Assemblée, j'ai dit ma conviction, sur le sujet iranien, que la stratégie de pression sur la question nucléaire iranienne ne pouvait conduire qu'à un accroissement des tensions dans la région si elle n'avait, au fond et avant tout, une perspective claire de solution diplomatique. En 2018, après le retrait américain de l'accord de Vienne de 2015, j'ai proposé un cadre global permettant de préserver le JCPOA et de le compléter par une approche élargie permettant de traiter les questions posées par le programme nucléaire iranien après 2025, le rôle de l'Iran dans les crises régionales et son programme balistique. Où en sommes-nous aujourd'hui ? À la stratégie américaine et à la volonté européenne, russe et chinoise de préserver, quant à eux, l'accord de Vienne de 2015, l'Iran a répondu par une stratégie de pression maximale sur son environnement régional. Dans ce contexte, la montée des tensions fut, ces derniers mois, constante, et les attaques du 14 septembre contre l'Arabie Saoudite ont changé la donne. À partir de là, aujourd'hui, le risque est celui de l'embrasement sur la base d'une erreur de calcul ou d'une réponse non proportionnée. La paix est à la merci d'un incident qui dégénère, et les conséquences pour toute la région et au-delà seraient trop graves pour nous résoudre à vivre ainsi au bord du gouffre.

Alors que faire ? Plus que jamais, je le crois très profondément, le temps est à la reprise des négociations entre les États-Unis d'Amérique, l'Iran, les signataires du JCPOA et les puissances de la région concernées au premier titre par la sécurité et la stabilité de celle-ci. Quels doivent être les termes, les objectifs de ces négociations ? D'abord, la pleine certitude que l'Iran ne se dote jamais de l'arme nucléaire. Ensuite, une sortie de crise au Yémen. Troisièmement, un plan de sécurité régional intégrant les autres crises de la région et la sécurité des flux maritimes. Enfin, une levée des sanctions économiques. Je n'ai aucune naïveté, et je ne crois pas non plus aux miracles. Je crois au courage de bâtir la paix, et je sais que les États-Unis d'Amérique, que l'Iran, que tous les signataires de cet accord ont ce courage. C'est avec la même conviction que nous poursuivrons notre travail, longuement discuté ces dernières semaines et lors du sommet du G7 de Biarritz, sur la Syrie, la Libye, le Sahel.

En Syrie, je veux ici saluer les annonces encourageantes faites hier par le représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, et une avancée décisive dans la Constitution, enfin, du comité constitutionnel tant attendu. Nous regardons tous la situation humanitaire à Idlib avec vigilance et exigence. Nous sommes tous attachés à la stabilité de la Syrie dans toutes ses régions et à la protection de l'ensemble des populations, et nous continuerons d'œuvrer pour la construction d'une solution politique durable et inclusive en Syrie. Elle passe par le travail de ce comité constitutionnel, elle passe dans le même temps par une sécurisation du territoire syrien pour permettre un retour volontaire et en toute sécurité des réfugiés. Elle passe aussi par un processus électoral libre qui aura à intégrer l'ensemble des citoyens syriens.

Sur la Libye le sommet du G7 a rappelé nos objectifs et nos convictions. Je crois très profondément qu'aujourd'hui nous avons besoin avec force d'une conférence inter-libyenne de réconciliation et d'un engagement fort de l'Union africaine aux côtés des Nations Unies pour ce faire. Beaucoup d'initiatives ont été prises, je salue l'engagement de l'Allemagne, je salue l'engagement de toutes les parties prenantes qui veulent bâtir la paix. Mais la paix durable ne sera construite que sur la base d'une réconciliation entre les Libyens.

Au Sahel, vous connaissez l'engagement de la France, il est constant, réaffirmé. L'avenir est là aussi dans la construction d'une coopération durable dans la région entre les 5 pays-membres du G5 Sahel, l'engagement de nos armées, l'implication des Nations Unies et la nécessité qui est aujourd'hui la nôtre de changer le mandat de la MINUSMA et de pouvoir pleinement intégrer nos objectifs : la lutte contre le terrorisme, la sécurité durable au Sahel dans les missions que nous nous sommes données à nous-mêmes. Passer la force conjointe du G5 sous chapitre 7, continuer à engager l'ensemble des armées de la région, réengager toutes les forces de sécurité de la région dans cette lutte contre le terrorisme et engager notre énergie dans le développement, la stabilisation sont indispensables. Ce sont là autant de

situations où le dialogue, la construction de solutions politiques sont la clé du succès.

Ce courage de bâtir la paix c'est celui que nous avons vu ces derniers mois à l'œuvre de manière inattendue, insoupçonnée au Soudan grâce à la force du peuple soudanais, grâce à la capacité de dialogue entre l'armée et le peuple, grâce au travail là aussi de l'Union Africaine et au rôle de l'Éthiopie dont je veux saluer ici dans toute la région la clairvoyance et l'engagement. C'est ce même courage de bâtir la paix qui est aujourd'hui requis en Ukraine. Le Président ZELENSKY qui a amorcé des premiers pas, le Président POUTINE a su lui répondre, des progrès ces dernières semaines ont été faits. Nous connaissons là aussi notre horizon et les prochaines étapes : les accords de Minsk et la capacité à bâtir sur le terrain enfin une paix durable. Dans les prochaines semaines nous aurons ainsi un sommet en format Normandie au niveau des chefs d'État et de gouvernement. Sur chacun de ces sujets, la question qui nous est à chaque fois posée c'est comment recréer un cadre de coopération efficace entre États ? Et je crois que c'est possible. Je ne crois pas que les problèmes qui sont aujourd'hui les nôtres ne se règlent dans la dilution des responsabilités et en quelque sorte un mondialisme qui oublie les peuples, et je rejoins à cet égard ce que le Président TRUMP a pu dire ce matin. Et je ne crois pas non plus que les crises que nous vivons se règlent davantage par le repli nationaliste. Je crois très profondément dans le patriotisme en tant qu'il est tout à la fois l'amour de la patrie et l'aspiration à l'universel. Je crois très profondément dans la souveraineté en tant qu'elle est à la fois l'autonomie pour soi-même et la nécessité de coopérer.

Ce qu'il nous faut aujourd'hui c'est réinventer ce que je définissais dans mon dernier discours devant vous comme un multilatéralisme fort. Non pas dire notre multilatéralisme est fatigué, nous ne nous écoutons plus nous-mêmes, nous n'avons plus aucune efficacité, non. C'est d'acter qu'il n'y a pas de solution sur le repli national, qu'il n'y a pas de solution sans coopération mais que cette coopération doit produire des résultats concrets, engager des acteurs nouveaux. Nous avons démontré l'efficacité de ce multilatéralisme fort, contemporain. Je crois que nous l'avons fait sur le climat lorsqu'après la décision américaine de retrait de l'accord de Paris nous avons lancé avec les Nations Unies, la Banque mondiale, le *One Planet Summit*. Il a permis de garder la cohésion, d'engager des acteurs nouveaux, des investisseurs, des entreprises, nous l'avons encore vu hier lors du sommet organisé par les Nations Unies en engageant des acteurs nouveaux, en créant la dynamique, en résistant au délitement. Et à cet égard la ratification russe annoncée hier de ce même accord signe une forme de réussite de ces démarches et ce que nous avons su engager sur de nombreux sujets des coalitions le signe aussi. C'est le même multilatéralisme fort pragmatique que nous avons adopté pour lutter contre le terrorisme sur Internet par le processus d'Aqaba, l'appel de Christchurch le 15 mai dernier à Paris et je veux saluer ici l'engagement du roi de Jordanie et de la Première ministre de Nouvelle-Zélande. Hier nous avons marqué une avancée : 50 pays ont rejoint cette initiative, des plateformes se sont engagées pour prendre des protocoles opérationnels et retirer les contenus terroristes. Nous irons encore plus loin mais nous avons une réponse concrète, véritable. Il nous faut poursuivre cette capacité à bouger, innover répondre aux défis contemporains. C'est aussi l'esprit du partenariat, l'information et la démocratie. Il nous faut maintenant l'inventer en matière de sécurité.

La grande difficulté qui est la nôtre aujourd'hui c'est que nous ne savons plus stabiliser un monde de plus en plus conflictuel alors que nous sommes sortis d'un duopole dans lequel nous avons vécu pendant des décennies. Nous n'avons plus vraiment les garants en dernier ressort de nos équilibres profonds. Alors les désordres se sont installés et alors on tarde souvent à régler efficacement les choses. Je crois très profondément que ce courage de bâtir la paix passe par la réaffirmation de nos valeurs, celles des droits de l'homme et de la dignité de la personne humaine qui ne saurait souffrir d'aucune forme de relativisme contemporain. Elles passent par un réengagement concret sur l'ensemble des théâtres d'opération que j'évoquais à l'instant pour bâtir la paix et la stabilité et proposer aux peuples des solutions concrètes. Courage de la responsabilité ensuite sur beaucoup des défis qui sont les nôtres : quand nous parlons des biens communs contemporains, du climat, de l'éducation, des inégalités nous pouvons dire que nous savons, nous voyons. Nous avons aujourd'hui tous les experts qui nous disent et nous décrivent avec un détail inédit la situation de notre monde. Si

nous nous sommes affaiblis c'est que nous avons trop souvent décidé de remettre la vérité en cause, de contester les faits, de privilégier le court terme, parfois de protéger certains intérêts et la perte de sens s'est installée. Mais la réalité est là. Les inégalités ont réaugmenté dans notre monde entre les pays, au sein de nos pays. Notre capitalisme contemporain s'est mis à dysfonctionner produisant un niveau d'inégalité inédit. Nous n'arrivons plus à régler la grande pauvreté et les nouvelles formes d'inégalités : inégalités d'opportunités, inégalités de genre, inégalités d'accès à l'éducation dans les régions les plus pauvres, inégalités devant la santé pour accéder aux traitements requis, inégalités climatiques quand on parle des pays les plus vulnérables ou des régions les plus pauvres frappés encore davantage par le réchauffement ou la raréfaction de la biodiversité.

Sur tous ces sujets, j'avais, l'année dernière, devant vous, présenté l'agenda proposé pour le G7 et la volonté de mettre au cœur de celui-ci la lutte contre les inégalités. Je voulais très rapidement vous en rendre compte et je crois que sur ce sujet c'est une contribution que nous pouvons collectivement apporter pour qu'une réponse commence à émerger, pour que nous puissions accompagner l'engagement collectif déjà apporté dans le cadre des objectifs de développement durable. C'est sortir du court terme, c'est décider de changer notre système.

Nous nous sommes engagés collectivement, d'abord, pour un agenda très volontariste pour l'Afrique, pour le Sahel, sa sécurité, sa stabilité, son développement, plus largement pour avoir un véritable agenda de sécurité, de développement, de réciprocité avec l'Afrique. C'est dans ce cadre qu'au mois de juin prochain, nous accueillerons en France un sommet Afrique-France, basé sur des partenariats économiques et l'implication des sociétés civiles dans cet esprit de réciprocité profond.

C'est ensuite un agenda en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Nous avons, à Biarritz, lancé l'initiative AFAWA, à une hauteur de 251 millions d'euros, pour soutenir les femmes entrepreneures en Afrique, et nous veillerons, avec Angélique KIDJO, à ce que les projets soient rapidement engagés. C'est une initiative proposée par les femmes africaines, opérée par la Banque africaine de développement, et pour laquelle les grandes puissances économiques ont décidé d'investir pour accompagner. Nous avons soutenu le fonds du docteur MUKWEGE pour la protection des victimes de violences sexuelles, lancé le Partenariat mondial pour l'égalité, que nous avons élargi à l'occasion de cette Assemblée générale et qui consiste, pour les États qui le rejoignent, à prendre au moins une mesure nationale en faveur des droits des femmes en s'inspirant des meilleures pratiques dans le monde. Ce combat pour l'égalité femmes-hommes est essentiel. Il est essentiel parce qu'il n'est pas gagné dans nos sociétés, parce que les féminicides continuent, en France comme dans tant d'autres États. Nous devons donner un statut juridique à ce sujet et bâtir une action efficace pour l'éradiquer encore davantage que nous ne l'avons fait, parce que nous voyons, dans tant d'États, reculer l'égalité entre les femmes et les hommes, remettre en cause les droits des femmes à disposer de leur corps et les acquis des décennies passées, parce que partout où l'inégalité entre les femmes et les hommes s'installe, c'est du recul de civilisation, c'est l'obscurantisme qui monte, c'est le terrorisme qui grandit, c'est le recul de l'éducation. C'est le recul aussi de la croissance parce que c'est se priver, dans chacun de ces pays, de la moitié de la richesse potentielle. C'est aussi pour cela que nous soutenons fortement les Nations unies sur cet agenda. Sur ces trois principes d'action, émanciper, protéger, assurer une égalité réelle, nous allons agir en vue du forum Génération égalité, qui se tiendra à Paris en juillet 2020, 25 ans après la déclaration de Pékin, qui avait alors marqué l'histoire de notre organisation. Il est hors de question de reculer. C'est une nouvelle étape que nous devons franchir.

C'est cette bataille aussi et ce courage de la responsabilité que nous devons avoir en matière de santé. Là aussi, nous observons, aujourd'hui encore, de trop nombreux reculs, des difficultés d'accès aux traitements dans certaines régions, encore aujourd'hui, malgré les efforts. Le 10 octobre prochain, à Lyon, se tiendra la conférence de reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. C'est à cette tribune qu'en 2002, Kofi ANNAN avait appelé à la création d'un fonds mondial de lutte contre les inégalités face à la possibilité de guérir de maladies mortelles. Il a été créé ensuite, avec l'appui alors du G8, et les résultats sont là : 32 millions de vies sauvées. Je vous le dis,

l'élimination des grandes pandémies est à portée de notre action. Il s'agit de sauver 16 millions de vies dans les années qui viennent. Il s'agit simplement de dire que plus personne ne peut comprendre que pour des raisons financières, que, pour des raisons d'inégalités, il soit aujourd'hui impossible d'accéder à des traitements pour prévenir ou guérir de telles maladies, d'empêcher que ces maladies regagnent du terrain. C'est pourquoi il nous faut, à Lyon, 14 milliards de dollars. Nous avons trois semaines, et nous mettrons toute notre énergie pour qu'un nouveau fonds mondial soit au rendez-vous de notre ambition.

Sur le climat enfin, car c'est là aussi une lutte contre les inégalités et c'est un des sujets sur lequel le courage de la responsabilité doit s'illustrer, au fond, il y a un paradoxe constant en matière climatique, auquel nous sommes en train, collectivement, de nous habituer. Au fond, on a donné un cadre à l'impatience de notre jeunesse, on lui donne la possibilité de s'exprimer, on lui dit : "on vous entend, c'est formidable." Et de l'autre côté, on continue encore trop souvent à faire comme avant. Cela ne tiendra pas. Je veux ici saluer l'engagement du Secrétaire général des Nations unies, et vous dire qu'en matière de lutte contre le réchauffement climatique et de la biodiversité, il nous faut passer, plus fortement encore, aux actes concrets et changer en profondeur notre organisation collective, le système lui-même, pas chercher à le compenser, à le corriger, le changer nous-mêmes avec l'ensemble de nos investisseurs, de nos entreprises, de nos sociétés. D'abord, revoir à la hausse nos ambitions. C'est essentiel si nous voulons avoir une chance de limiter la hausse des températures en dessous des 2 degrés d'ici la fin du siècle. Pour cela, il faut agir en 2020. En Europe, nous devons prendre, en 2020, les décisions qui s'imposent en matière en particulier de taxation carbone, avec un vrai prix minimum rehaussé, avec une taxation aux frontières. Si nous n'avons pas convaincu certains partenaires de suivre cet agenda, ces décisions courageuses s'imposent, et c'est maintenant. Il nous faut engager plus largement l'ensemble des pays dans une stratégie de neutralité carbone 2050. Plusieurs ont rejoint cette coalition. Le Président PIÑERA l'a présentée à l'instant devant vous. Nous devons continuer de convaincre, d'engager sur cette indispensable stratégie. L'Inde vient d'indiquer sa volonté de rejoindre cet agenda et cette coalition. Je sais tout le volontarisme aussi de la Chine en matière climatique, si important ces dernières années. Je sais qu'ensemble, si nous nous engageons sur la neutralité carbone, nous pouvons, en profondeur, changer les choses pour être au rendez-vous de nos objectifs. À ce titre, la COP 25 au Chili puis la COP 26 qui se tiendra en Europe seront des rendez-vous décisifs.

La deuxième chose, c'est de remettre en cohérence nos agendas et nos actions. Je l'ai dit hier, mais nous ne pouvons pas dire : "on fait tout formidablement bien, rassurez-vous", et continuer dans tant de pays à être dépendants du charbon. Il faut que chacun, avec les contraintes qui sont les siennes, en ayant l'aide de la communauté internationale, les bons financements, en respectant chaque composante de nos sociétés, bien sûr, mais il faut que chacun s'engage sur une stratégie de sortie du charbon. Il faut ensuite que les grands pays de ce monde arrêtent de financer de nouvelles installations polluantes dans les pays en voie de développement. Nous continuons encore aujourd'hui à avoir du financement export et des projets dans tant de pays financés par des pays développés, qui consistent à ouvrir de nouvelles structures polluantes, et, en quelque sorte, à dire aux pays en voie de développement, à dire aux pays les plus pauvres : "vous, le changement climatique, ce n'est pas fait pour vous. Vous pouvez continuer à polluer, c'est bon chez vous." C'est incohérent, c'est irresponsable. Soyons lucides avec nous-mêmes. Nous devons engager l'ensemble de nos banques de développement, comme nous avons commencé à le faire dimanche, vers une réorientation des financements vers les énergies renouvelables partout, parce qu'en Afrique, en Asie, sur le continent américain, dans le Pacifique l'avenir de la production énergétique c'est là aussi de sortir du charbon, de ne plus dépendre du charbon.

De la même manière il nous faut bâtir un fonds climat à la hauteur de ces ambitions. Le rendez-vous est dans quelques semaines, là aussi à Paris, pour la reconstitution du Fonds climat et j'en appelle à nos grands partenaires sur ce sujet pour qu'ils apportent leurs financements indispensables. Nous sommes plusieurs à avoir déjà doublé, engagez-vous, engagez-vous, c'est décisif. Et sur ce sujet de la cohérence. Comme je l'ai dit hier nous ne pouvons plus avoir des stratégies commerciales d'ouverture

libre-échangiste qui n'intègrent plus dans leur propre agenda l'objectif climatique. Elles doivent se conjuguer. Je crois à l'ouverture et au libre-échange mais je ne crois qu'au libre-échange raisonné qui doit permettre d'intégrer l'objectif zéro carbone et zéro déforestation. Ça veut dire qu'à chaque fois il faut construire les solutions compatibles, qu'à chaque fois il faut trouver les mesures de compensation mais qu'on ne peut pas conduire certains pays à faire des efforts et continuer ces pays à commercer avec ceux qui n'en font pas, qu'on ne peut pas continuer à faire des déclarations à cette tribune et continuer à importer dans le même temps des produits qui font l'inverse. Ça ne se fera pas en un jour, la France elle-même importe encore trop souvent des produits qui conduisent à la déforestation. Cela suppose des changements en profondeur, cela suppose des stratégies partenariales avec les pays d'origine, avec nos entreprises, avec nos financeurs. Je ne suis pas en train de vous dire que tout va bien en France et que nous avons tout bien fait, loin de là. Mais si collectivement nous ne sommes pas responsables, transparents et nous n'acceptons pas la cohérence entre nos actes et nos mots, entre nos agendas commerciaux et climatiques nous n'y arriverons jamais, jamais. Ça prendra quelques années mais il faut le commencer maintenant. Et puis il y a deux sujets sur le climat que je veux ici souligner avant de conclure. Si nous voulons réussir cette bataille c'est la forêt et l'océan. Ces deux batailles sont essentielles pour réduire les émissions de CO2 et préserver nos équilibres en termes de biodiversité.

Sur ces deux questions mondiales nous sommes en train de perdre la bataille. Sur la forêt, nous avons hier, par l'engagement de tous, je crois, marqué une étape importante pour défendre la forêt amazonienne et la forêt africaine c'est-à-dire la réserve de forêt primaire de notre planète. Nous avons des pays qui se sont engagés, la France en fait partie mais je veux saluer ici l'engagement au premier titre de l'Allemagne, de la Norvège. Nous avons les grands pays, les organisations internationales, les organisations non-gouvernementales et la plupart des pays concernés par l'Amazonie pour rester pudique à cette tribune. Que tous ceux qui veulent se joindre se joignent mais nous avons besoin d'avancer. Et d'ici la COP de Santiago nous parachèverons des critères extrêmement, là aussi, efficaces, pragmatiques pour investir au plus près du terrain et trouver les solutions utiles pour favoriser les projets de reforestation, de protection de la biodiversité, d'agroécologie, tous les projets de développement économique de l'Amazonie, de la forêt africaine dans le bassin du Congo qui permettent le développement économique, la préservation de la forêt et donc notre combat pour la biodiversité et en matière de lutte contre le réchauffement.

Ce combat pour la biodiversité lui aussi a des rendez-vous devant lui et des rendez-vous majeurs en 2020 avec le Congrès de l'UICN en France et la COP 15 de Pékin là aussi en 2020. Nous devons avoir des actes clairs. Sur les océans le rapport du GIEC est d'une cruauté accablante. Les faits sont là, nus, têtus, nous sommes en train de perdre la bataille. Nous avons commencé à Biarritz à bâtir des coalitions avec les grands transporteurs qui se sont engagés à réduire la vitesse. Ça n'est qu'un début, nous sommes très loin d'avoir gagné et je souhaite que nous engagions, comme nous sommes en train de le faire pour la forêt primaire, le même combat sur les océans pour engager là aussi des financements nouveaux, des actions concrètes et gagner cette bataille.

Ce sont sur tous ces sujets des premiers changements, des premières actions mais je vous le dis ici avec beaucoup de force : ce que nous sommes en train collectivement d'essayer de faire est essentiel. C'est essayer collectivement de changer notre organisation collective politique, économique, sociale pour réduire les inégalités, mieux pour les prévenir. Moi je ne crois pas que la bonne réponse face aux inégalités contemporaines croissantes, climatiques, d'opportunités, d'éducation je ne crois pas que la bonne réponse soit dans chaque pays par un agenda fiscal. Je crois que la bonne réponse elle est dans chaque pays par l'éducation, l'accès à la santé, les politiques de prévention des inégalités mais par plus de coopération internationale et un agenda assumé de lutte contre les inégalités. Mais cela suppose au fond une forme d'agenda de réconciliation. Ce que nous sommes en train de voir poindre devant nous c'est d'un côté une rhétorique constante de la dénonciation, et je l'entends. Elle nous pousse à agir mais elle n'est plus suffisante. Nous n'en sommes plus à dénoncer, nous savons. Nos prédécesseurs ont dénoncé il y a 20 ans, ils ont permis d'avoir des groupes d'experts. Mais donc il y a une rhétorique de la

dénonciation qui est là. Et à côté de ça, chez certains, un confort de l'inaction, une habitude qui est celle du cynisme. Et, au milieu, il y a le groupe encombré, peut-être maladroit, de ceux qui essayent de faire. Assumons de faire fortement, bâtissons ensemble cet agenda de réconciliation avec nos opinions publiques, avec notre jeunesse, avec nos entreprises, avec nos investisseurs et les gouvernements de bonne volonté pour dire "nous avons les faits, continuons à les établir et changeons dès à présent nos habitudes", nos habitudes de consommateurs, nos habitudes de producteurs, nos habitudes d'investisseur, nos habitudes de gouvernement et de citoyens pour collectivement nous engager dans cet agenda de changement. Mais rester dans ce tandem de la dénonciation et de l'inaction ne mènera à rien.

Je crois très profondément que ce courage de la responsabilité c'est de regarder les faits en face, de dire il y a des choses qu'on peut faire tout de suite, d'autres qui vont prendre du temps parce que nous avons dans tous nos pays des producteurs qui ont parfois des dépendances à certains produits qui ne sont pas bons, parce que nous avons des peuples qui vivent dans des habitations qui ne sont pas parfaitement isolées, qui doivent se déplacer et polluent encore en se déplaçant et nous ne pouvons pas les culpabiliser. Nous devons les aider à changer, nous devons leur proposer des solutions par l'innovation technologique, par l'investissement, par un vrai agenda de lutte contre les inégalités sociales, climatiques. Cet agenda de réconciliation c'est ce que nous devons faire. C'est ce que je veux mener en France, ce que nous devons bâtir en Europe, ce que nous devons construire ici.

Voilà Mesdames et Messieurs ce que je voulais vous dire. Je crois à ce courage de la responsabilité et plus largement je crois à ce retour du courage. En tout cas je pense que nous n'avons pas d'autre choix, nous devons travailler ensemble. Nos grammaires ont changé, elles sont sans doute moins simples qu'hier et elles nous engagent davantage. Sur tous les sujets de sécurité, d'inégalité, de santé comme de climat nous savons, nous aurons des comptes à rendre. Mais je ne crois pas davantage dans la facilité du pessimisme, je ne crois pas davantage dans la division. Je crois dans notre capacité à proposer, réfléchir, agir ensemble à bâtir cet agenda de réconciliation qui permettra partout de retrouver aussi le goût de l'avenir. Je vous remercie.

# Discours du Président Emmanuel Macron à l'occasion de l'ouverture du deuxième forum de Paris sur la paix.

12 novembre 2019 – Seul le prononcé fait foi

Mesdames Messieurs les chefs d'État, de gouvernement.

Mesdames Messieurs les dirigeants d'organisations internationales, d'organisations régionales.

Mesdames, Messieurs les vice-présidents, vice-premiers ministres, ministres, dirigeants d'organisations non-gouvernementales, de fondations, d'entreprises, élus ici présents et j'en oublie sans doute.

Merci d'être là pour cette deuxième édition du Forum de Paris sur la paix. Alors, c'est peut-être l'édition la plus dure. Je nous le dis collectivement parce que la première édition, il y avait beaucoup de monde puisque c'était le centenaire de l'armistice. Donc nous avons réussi à attraper plus de 60 chefs d'État et de gouvernement. Et il y avait, si je puis dire, les charmes de l'inconnu. La deuxième édition, c'est au fond commencer à devenir un rendez-vous stable. Et il peut y avoir les risques de l'habitude. Et donc votre présence ici, votre engagement, tout autant que vous êtes, sont un test de réalité pour nous, et la preuve que c'est en train de prendre, mais qu'il nous faut aussi bâtir quelque chose de durable, c'est-à-dire d'utile. Et donc je voulais vraiment vous remercier pour votre présence, votre mobilisation, mais aussi dire combien je suis convaincu que ce Forum de Paris sur la paix et ce que nous sommes en train de faire collectivement à une utilité très profonde.

Je dirais que la première de ces utilités, c'est ce que nous venons d'entendre, d'avoir une activiste indienne, puis la Présidente élue de la Commission européenne, le Vice-président chinois, le Président de la République démocratique du Congo. Il y a peu d'endroits où s'est donné avec la même force ou cet enchaînement peut prendre autant de sens. Et il est illustratif de cette démarche, c'est-à-dire de ce par qui, ce par quoi notre monde d'aujourd'hui est fait, et ce qui fait qu'il peut se défaire si nous ne mettons pas toutes ces énergies autour de la table, sur un projet commun, un agenda commun. Alors, vous le disiez, Madame la Présidente, il y a hier 101 ans, nous fêtons la paix à la fin de la Première Guerre mondiale, pas seulement en France, dans toute l'Europe. Beaucoup ici, avaient leur pays parfois qui naissaient des cendres de cette guerre. Le monde entier était concerné et l'Europe pensait à ce moment-là "plus jamais ça". Il y a une leçon à retenir, parmi beaucoup d'autres qui sont heureuses de cette période, c'est que nous avons échoué à bâtir durablement la paix parce que nous avons échoué au sortir de ce premier conflit mondial à trouver les bonnes voies de coopération multilatérale. C'était la Société des Nations, première tentative, et nous n'avons pas réussi, alors que personne ne pensait raisonnablement que moins de 20 ans plus tard allaient commencer de nouvelles formes de brutalité, et que 20 ans plus tard une guerre plus terrible encore, une nouvelle guerre mondiale allait à nouveau déchirer l'Europe et le monde. Et il y a 30 ans, presque jour pour jour, vous le disiez, le mur de Berlin tombait. Et avec lui, des divisions de l'Europe, parfois des trahisons, des ressentiments. Et nous pensions tous alors que ces formidables combattants de la liberté, non seulement en Allemagne, mais partout en Europe de l'Est, qui avaient parfois préparé ce moment, avaient dessiné une espèce de force inarrêtable. Nous allions connaître une nouvelle téléologie de notre système international.

Partout, la démocratie allait se répandre, partout, le bonheur allait nous embrasser et au fond, partout la paix, certains parlaient de fin de l'histoire, allait se réveiller. Et là aussi, nous avons raté ces prédictions. Cette fois-ci, malheureusement aussi, puisque s'il y a eu un temps heureux de notre continent européen qui a suivi, les dernières années nous ont montré comment de nouveaux déchirements, de nouvelles fractures contemporaines pouvaient mettre fin à ce qui était alors perçu comme une perspective inarrêtable. Je prends ces deux exemples, ces deux anniversaires, parce que nous nous inscrivons presque dans la lignée de ces héritages pour dire qu'il n'y a pas d'évidence dans la matière dont nous parlons. Et même si les temps contemporains peuvent paraître difficiles, c'est parfois dans les temps difficiles qu'on construit les solutions utiles. Et je prenais deux moments heureux pour dire que les prédictions d'alors s'étaient trouvées ensuite déjouées par nos propres faiblesses, nos paralysies ou nos propres erreurs. Il y a donc beaucoup à espérer du moment où nous nous retrouvons, parce qu'il est obscurci par des fractures profondes et par beaucoup de pessimisme.

Et donc, c'est pourquoi je crois très profondément à ce Forum de Paris sur la paix, parce que nous vivons — et les trois interventions qui ont ouvert notre forum l'ont montré — je crois, une crise sans précédent dans notre système international. Sans précédent, parce qu'elle ne vient pas pour la première fois à la fin d'une guerre mondiale, mais qu'elle est liée, je dirais, à des défis profondément nouveaux et à une crise endogène de notre système. Les deux ensemble c'est en quelque sorte une réaction chimique unique. Je m'explique. Nous avons une crise de notre système politique et économique mondiale. Ce système qui est au fond l'économie sociale de marché, l'ouverture, le libre échange, des systèmes de coopération pensés après la Deuxième Guerre mondiale, a été formidablement efficace pendant 70 ans. Il a sorti des centaines de millions de personnes de la pauvreté, vous l'avez rappelé, en particulier dans votre pays, Monsieur le vice-président. Il a permis de pacifier énormément de régions où on pensait que la guerre ou le conflit était inarrêtable. Il a permis un système de contrôle d'équilibres inédit. Mais ces dernières années l'ont montrée. Il a fait réémerger des inégalités nouvelles, parfois dans nos sociétés. Il a fracturé les sociétés contemporaines, faisant naître aussi une crise de nos démocraties, avec un doute dans toutes les démocraties occidentales, qui en étaient le pilier. Il a fait renaître l'unilatéralisme, parfois même chez ceux qui étaient les garants en dernier ressort de ce système international. Et donc nous avons, si je puis dire, une crise endogène du système qui est que, sur le plan économique, politique, ce système est aujourd'hui en crise et bousculé. Et dans le même temps, émergent des problématiques depuis une dizaine d'années profondément nouvelles, en tout cas avec cette force, la problématique démographique, et une seule de ses conséquences qui est le phénomène des grandes migrations dont nous vivons et nous ne traitons parfois que les conséquences, mais qui est beaucoup plus large, beaucoup plus profond. Comment nourrir une planète qui ne cesse de grandir ? Comment gérer les déséquilibres démographiques dont je le rappelle d'ailleurs les principales forces migratoires se jouent au sein de l'Afrique elle-même, parfois, au sein du continent asiatique aussi, avec des grandes perturbations. Le défi technologique et le numérique, et tout ce qu'il emporte de transformations du travail, mais aussi de nos imaginaires, de l'inter-relations de nos pays. Et le défi climatique, principalement la lutte contre le réchauffement et la lutte pour la biodiversité.

Ces trois grands défis — je suis sans doute pas exhaustif — mais ces trois grands défis, ajoutés au défi qui n'est pas nouveau, lui, mais qui continue à être un combat, de la lutte pour les libertés et la démocratie, arrivent donc à un moment de fracture du système international et de nos propres sociétés, alors que pour répondre à ce défi, on a besoin de plus de coopération. Et donc, le risque qui est collectivement le nôtre, c'est que la tentation réémerge dans nos pays — tous ceux qui se sont exprimés et tous ceux qui sont ici présents — soit, au fond, de la

paresse, premier risque. Se dire on a des organisations, on les aime bien, ne les questionnons pas, elles ont parfois perdu leur finalité, plus personne ne comprend où elles vont, mais cachons ce sein que nous ne saurions voir, comme on dit dans Molière, et ça avancera mieux. Je ne crois pas du tout. Je l'ai montré parfois en heurtant peut-être certains dans cette salle il y a quelques jours ou quelques semaines. Je pense qu'on a besoin de vérité. La pudibonderie ou l'hypocrisie, ça ne marche pas dans les temps qui courent. Pourquoi ? Parce que nos concitoyens le voient. Nous sommes dans un monde ouvert. Les experts qui sont ici présents, les citoyens, les activistes, ils voient les conséquences de ce monde-là. Quand ça ne marche plus, ils nous le disent. Donc l'hypocrisie et le silence, ce n'est pas une solution. Et la paresse intellectuelle ou d'action n'est pas non plus une solution.

Deuxième option au moins aussi risquée, c'est la non-coopération, c'est-à-dire le retour à l'unilatéralisme ou à une forme d'hyper régionalisme. Je crois que cette option elle est aussi très risquée. Elle tente certains, parce qu'on peut dire c'est beaucoup plus efficace de se replier, de répondre soi-même aux propres défis, d'apporter une solution de fermeture parce que le mal, en quelque sorte, serait lié à un monde devenu trop ouvert. Je ne le crois pas non plus. On a testé cette option par le passé. Elle produit la guerre. Le nationalisme, c'est la guerre. Quand il oublie — vous avez rappelé ce distinguo chère Trisha je vous en remercie — la différence qu'il y a entre le nationalisme et le patriotisme, et la non-coopération, déconstruiraient en quelque sorte ce que nous avons au moins réussi à bâtir durant ces dernières décennies. Et elle peut conduire à un troisième risque qui serait une voie possible l'hégémonie. Au fond, on pourrait se dire face à ces crises, il faut qu'il y ait des puissances nouvelles qui émergent et on va se mettre derrière elles. Ce serait une solution de dire il y a quelques grandes puissances, elles vont régler le sujet pour les autres, et on accepte en quelque sorte de se mettre derrière elles. Je crois que l'hégémonie, et je le dis d'un pays qui parfois a tenté cette voie pour les autres, ça a été le moment colonial de la République française, on a tenu ce discours ici, y compris au nom de la liberté, en disant on va régler les problèmes du monde, nous on est éclairés, on va éclairer les autres, ça va mieux marcher. Ça dure un temps, ça ne marche pas très longtemps. Ça n'est plus possible dans le monde actuel. Et donc la voie de l'hégémonie ou la répartition entre quelques puissances hégémoniques n'est pas non plus souhaitable parce qu'elle produira à nouveau du ressentiment, à nouveau de la frustration, à nouveau de l'humiliation. Je ne vois, pour répondre à ces défis, qu'une voie, la plus difficile, la plus complexe, c'est celle de la coopération équilibrée, celle qu'on appelle du multilatéralisme, c'est-à-dire qui accepte les discussions, les désaccords, les médiations, pour trouver des solutions communes. Et pour moi, le dialogue qu'il y a entre les trois premières interventions qu'on a eu et qui va y avoir pendant deux jours entre les différents continents, les différents acteurs, est à cet égard profondément essentiel.

L'Europe, d'abord, est un continent où la solution doit se construire. Madame la présidente, je vous remercie d'être là dans un agenda chargé et d'avoir porté avec force cette vision d'une Europe géopolitique, comme vous l'avez dit. Je crois en effet très profondément que l'Europe a une part de réponse à la solution pour une raison simple notre Europe — on est plusieurs ici à y participer activement et qu'on soit membre de l'Union européenne ou puissance géographique de cette Europe nous avons tous ce rôle — l'Europe est un laboratoire de multilatéralisme. Peut-être d'ailleurs le laboratoire le plus complexe parce qu'elle s'est épuisée pendant des millénaires à des guerres civiles. Donc l'Europe est sans doute l'endroit du monde où on sait le mieux le prix de la coopération, ou plutôt le prix de la non coopération, et donc le trésor qu'est la capacité à bâtir des équilibres y compris quand tout pousserait à la différence. Cette Europe géopolitique, elle doit être souveraine, démocratique, mais en effet construire les solutions de nouveaux équilibres et, je pense, être cette espèce de tiers de

confiance entre les États-Unis d'Amérique et la Chine, si vous me le permettez Monsieur le vice-président. Ce qui suppose qu'elle ait sa voie d'indépendance, sa voie propre, et qu'elle aide à construire des solutions utiles comme vous l'avez rappelé comme vous vous y êtes engagé à l'instant, Madame la présidente, et je pense que c'est formidablement utile que nous continuions à être ces partenaires dans les enceintes internationales et des acteurs de construction de ces solutions nouvelles dans une Europe ainsi repensée avec tous nos partenaires régionaux. Et je pense que l'Europe a cette vocation d'agréger autour d'elle les puissances de bonne volonté, et à cet égard l'initiative d'une alliance pour le multilatéralisme, poussée par les ministres des Affaires étrangères ici présents et je les en remercie, est une initiative qui a été commencée en marge du sommet des Nations Unies qui sera poursuivie par les ministres MAAS et LE DRIAN avec leurs collègues et qui est je pense une initiative très importante qui est emblématique de ce que justement cette Europe peut apporter dans le concert des nations aux côtés de la Commission européenne.

Ensuite il y a l'Asie. Vous l'avez dit Monsieur le vice-président, beaucoup de chefs d'État et de Gouvernement sont là aussi qui viennent d'Asie centrale ou d'Inde ou d'autres pays. L'Asie a aujourd'hui de formidables défis de stabilité, de paix et de construction là aussi de solutions nouvelles, de clarification parfois de conflits frontaliers, de défis démographiques et religieux. Elle est un laboratoire, elle a été bien souvent ces dernières années un laboratoire de conflits qui ensuite ont toujours touché l'Europe. Et l'Asie est dans cette continuité avec nos propres défis. Et je le redis ici avec beaucoup de force et pour dire tout l'engagement qui est le nôtre dans certains des conflits qui la divisent encore. Mais l'Asie, vous l'avez dit, est aujourd'hui en train de se stabiliser. L'initiative que vous avez prise en fait partie, l'initiative de connectivité de l'Union européenne est un complément utile et une voie de ce dialogue aussi avec la Chine. Et le rôle de la Chine, comme vous l'avez rappelé, est un élément important de cette stabilisation. Et je vous remercie, Monsieur le vice-président, d'avoir eu des mots très forts à cet égard. Je crois que le rôle en particulier sur le défi climatique, que vous aurez à porter et que vous avez commencé à décliner, est très important. Et en matière de lutte contre le réchauffement climatique comme en matière de lutte pour la biodiversité, le chemin, le rôle que l'Asie pourra construire, est un élément extrêmement structurant. 2020 à cet égard comporte plusieurs rendez-vous celui d'un dialogue sino-européen où la lutte contre le réchauffement climatique, comme le sujet économique sera décisif ; celui aussi de la COP15 biodiversité qui se tiendra en Chine est un rendez-vous essentiel pour l'ordre international.

Et puis il y a l'Afrique, cher président TSHISEKEDI, dont vous avez parlé admirablement en parlant non seulement de votre pays mais des conflits. Beaucoup de présidents sont ici présents et ont aussi pris sur leur temps, alors même qu'ils sont courageusement à la tête de pays qui sont bousculés par le terrorisme et par des groupes qui contestent la souveraineté nationale, qui menacent non seulement la stabilité de leur pays, de tout un continent, mais aussi la nôtre. Et là aussi nous avons destins liés et je crois que l'Afrique, comme je l'ai rappelé hier soir avec quelques-uns d'entre vous, est aujourd'hui en train de vivre avec nous collectivement un défi. Elle a longtemps été un objet du multilatéralisme, elle est en train de devenir un des sujets du multilatéralisme, c'est-à-dire qu'elle y prend sa part active. Et je veux saluer l'engagement des États africains ici présents et plus largement des pays d'Afrique qui prennent leur destin en main, construisent des solutions concrètes. La Tunisie a su le faire avec beaucoup de courage quand il s'est agi de rebâtir la démocratie il y a plusieurs années, je salue ici la présence du Premier ministre qui, avec beaucoup de force aux côtés du défunt président ESSEBSI, a eu à conduire les destinées du pays après ce miracle démocratique. Mais tout le continent africain, et je pense en particulier au Sahel, a aujourd'hui ce défi, et la force des pays africains de relever le défi politique aussi militaire et sécuritaire est essentiel.

Et nous avons dans ce nouvel ordre international à bâtir aussi des nouvelles solutions dans le cadre des Nations Unies, permettant d'accompagner mieux qu'on ne le fait aujourd'hui cette capacité sécuritaire de l'Afrique mais aussi à l'aider à bâtir sur le plan de l'éducation, de la santé, de l'environnement et de l'économie ce qui sont les quatre solutions qui permettent de bâtir la paix durable et d'éviter que ne réémergent les facteurs de déstabilisation. Dans ce triptyque — et je n'oublie pas évidemment, et je vais y revenir dans un instant, les autres régions que j'ai moins évoquées — mais dans ce dialogue que vous avez commencé à nouer il y a le début d'une solution, d'un agenda commun de partenariats nouveaux que nous pouvons nouer. Et je crois que dans notre capacité à bâtir des solutions contemporaines il y a évidemment le dialogue avec les États-Unis d'Amérique et les pays américains dont je souhaite que dans la troisième édition nous réussissons à mobiliser davantage ces derniers pour contribuer plus encore à ce dialogue. Mais il y a la capacité à construire des voies et moyens de coopérations nouvelles. Nous avons des enceintes, elles sont parfois bloquées, les Nations Unies en font partie. C'est notre responsabilité de continuer à avancer pour mieux partager un agenda commun. Et donc pour moi, et je conclurai sur ce point, la force, la valeur ajoutée de ce forum, de nos travaux, de la réflexion en cours, c'est de savoir rebâtir des forums nouveaux, des voies de coopérations nouvelles, des alliances nouvelles entre nos organisations internationales, comme nous avons su le faire dans la lutte contre les inégalités il y a quelques semaines à Biarritz, entre les organisations internationales et les différents pays, entre les gouvernements, les organisations internationales, les ONG, fondations, acteurs académiques et entreprises. Et au fond, par ces échanges durant 2 jours mais par le travail tout au long de l'année, acter que nous avons un agenda partagé, celui de la lutte contre les discriminations et de l'accès aux droits, celui justement de la construction de nouveaux équilibres et de nouveaux droits en matière de numérique, celui de la lutte contre le réchauffement climatique et pour la biodiversité, celui de structures durables pour faire face aux sujets migratoires, celui aussi de la lutte contre les déséquilibres géographiques et de la résolution des conflits. Plusieurs sont ici touchés et j'espère qu'en aparté de nos discussions nous pourrions aider à faire avancer plusieurs sujets sensibles. Ça c'est notre agenda commun. S'il est partagé par tous les acteurs ici présents, on fait déjà œuvre utile. Et ensuite c'est la construction de nouvelles formes de coopération, des alliances B4IG par exemple, portée par nos entreprises pour lutter contre les inégalités ; le Partenariat pour l'information et la démocratie porté par Reporters sans frontières et soutenu par plusieurs gouvernements, élus, entreprises pour lutter contre la désinformation et pour une meilleure coopération ; l'appel de Christchurch entre des gouvernements, des entreprises, pour lutter contre les contenus terroristes et permettre d'agir plus efficacement. Voilà quelques exemples d'innovations concrètes où des acteurs qui ne se parlaient pas jusqu'alors décident d'agir ensemble.

Ce forum sera plein d'initiatives nouvelles, il faut continuer à en lancer pour en quelque sorte, non pas concurrencer les enceintes du multilatéralisme contemporain, mais pour aider à les réinventer, pour les compléter et surtout pour agir utilement. Pourquoi l'unilatéralisme remonte dans certains pays ? Pourquoi le doute réémerge ? Parce que ce que nos citoyens nous reprochent, c'est parfois notre inefficacité, notre volonté de ne pas voir ou d'agir insuffisamment rapidement. Et je crois que la construction de ces solutions utiles, de ces alliances nouvelles, de ces innovations, est un élément extrêmement important de la réponse collective à nos défis contemporains dans nos pays et une manière de conjuguer cette coopération que j'expliquais il y a un instant. Je conclurai en citant la regrettée Ágnes HELLER. C'était une formidable militante, comme vous, Trisha, de la liberté. Elle avait plus de 90 ans, elle était une intellectuelle hongroise, et chaque jour elle allait se baigner dans les grands lacs de Hongrie et au mois de juillet elle n'est pas revenue d'une de ses baignades. Parce que l'esprit de révolte et l'indignation préservent longtemps et continuent à donner du

courage. Et Ágnès HELLER, qui était une femme formidable, avait cette phrase en disant que “Notre époque a besoin plus que d'autres d'une forme d'héroïsme qui se donne pour tâche de saisir ce qu'est le présent. La tâche demeure”, disait-elle, “de se rendre disponible à ce qui nous advient.” Cette disponibilité à ce qui nous advient et cet héroïsme dont parle Ágnès HELLER, c'est cette capacité à comprendre le monde tel qu'il vient à nous, à le penser et à essayer d'apporter des réponses utiles. Ni la lâcheté de ne pas voir ou de rester dans nos habitudes, ni la lâcheté de ne pas faire, ni le confort d'être loin du quotidien de nos concitoyens. Ce dont nous parlons là c'est de guerres, de conflits, de déséquilibres, c'est du quotidien de nos concitoyens. À nous de le régler, nous avons reçu mandat pour cela. À nous de continuer à agir utilement, et c'est pour cela que je crois très profondément à l'utilité de ce Forum de Paris sur la paix et que je remercie le président et le directeur général, l'ensemble des organisateurs mais également l'ensemble des contributeurs, et que je vous remercie très profondément pour votre présence aujourd'hui à Paris.

Merci à vous.

[https://www.lemonde.fr/international/article/2020/04/20/jean-yves-le-drian-ma-crainte-c-est-que-le-monde-d-apres-ressemble-au-monde-d-avant-mais-en-pire\\_6037128\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2020/04/20/jean-yves-le-drian-ma-crainte-c-est-que-le-monde-d-apres-ressemble-au-monde-d-avant-mais-en-pire_6037128_3210.html)

Démocratiques ou autoritaires, tous les régimes sont secoués par la pandémie de Covid-19. La tendance au repli national et à la controverse sur la crise sanitaire est difficile à battre en brèche. Alors que se profile un sommet inédit, par visioconférence, des pays du Conseil de sécurité de l'ONU (dit « P5 »), le ministre français des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a répondu par téléphone aux questions du *Monde*.

**L'ambassadeur de Chine Lu Shaye a été convoqué au Quai d'Orsay en raison d'écrits jugés inadmissibles sur la réponse occidentale au Covid-19. S'agit-il d'un cas isolé ou de l'illustration d'une mue de la diplomatie chinoise, plus agressive ?**

Depuis le début de la crise pandémique, je me suis entretenu quatre fois avec mon collègue chinois. Nous avons des relations de dialogue et de coopération, qui nous amènent à dire ce qu'on pense. Nous avons des principes.

Je ne peux pas accepter que le personnel de nos Ehpad se trouve calomnié par qui que ce soit, y compris par l'ambassade de Chine [qui a accusé le personnel soignant français des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes d'avoir abandonné leur poste]. Je l'ai fait savoir.

Dans les heures qui ont suivi, une déclaration du porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères a permis de lever tout malentendu, en insistant sur la nécessité de travailler ensemble dans un nouveau multilatéralisme. Nous entendons être respectés comme la Chine, elle, souhaite l'être.

**Pékin essaie-t-il de prendre la place occupée par Washington dans le concert des puissances ?**

Je lis et j'entends que le monde d'après n'aurait rien à voir avec le monde d'avant. Je partage ce vœu, mais c'est de l'ordre de la prédiction. Ma crainte, c'est que le monde d'après ressemble furieusement au monde d'avant, mais en pire.

Il me semble que nous assistons à une amplification des fractures qui minent l'ordre international depuis des années. La pandémie est la continuation, par d'autres moyens, de la lutte entre puissances. C'est d'abord la remise en cause déjà ancienne du multilatéralisme. Des acteurs majeurs se désengagent, comme l'illustre la décision américaine de suspendre sa contribution à l'Organisation mondiale de la santé [OMS], alors que c'est la seule organisation universelle capable de lutter contre la pandémie. D'autres s'engouffrent dans les brèches.

Cette lutte, c'est aussi la systématisation des rapports de force qu'on voyait monter bien avant, avec l'exacerbation de la rivalité sino-américaine. C'est enfin l'extension de la compétition internationale, voire de l'affrontement, à tous les secteurs. Cela se poursuit, dans cette crise, sur le terrain de l'information. Je pense à ce qu'on appelle les « infodémies » et au terrain politique où l'on essaie de comparer les modèles de gestion de crise.

**Vous avez mentionné l'OMS, dont la direction est très contestée. Partagez-vous ces reproches ?**

Cette crise a révélé une double difficulté dans le multilatéralisme de la santé. Il faut redonner à l'OMS les moyens de mieux remplir sa mission normative, ainsi que celle d'alerte et de détection. Il serait souhaitable de constituer, sur le modèle du GIEC [Groupe d'experts intergouvernemental sur

*l'évolution du climat*], un haut conseil de la santé humaine et animale, qui pourrait dire la science, sur la base du travail d'experts reconnus.

L'autre difficulté pour l'OMS, c'est la coordination entre les grandes initiatives et les grands acteurs de la santé mondiale : Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, l'Alliance du vaccin [GAVI], Unitaïd... La France est un grand contributeur et travaille pour que la réponse à la pandémie soit massive, coordonnée, en particulier pour les pays les plus vulnérables et en Afrique.

**Il y avait avant la crise sanitaire une différence d'approche entre Américains et Européens par rapport à la Chine, entre confrontation et quête de compromis. Les Européens durciront-ils leurs positions ?**

L'Europe doit devenir géopolitique. Elle doit être au rendez-vous de son histoire, mais aussi assumer ses responsabilités sur le plan international.

La Commission européenne avait dit début 2019 que la Chine était à la fois un partenaire et un rival systémique. Cela ne nous empêche pas d'avoir des relations de travail, de collaboration. Je pense par exemple à la mise en œuvre de l'accord de Paris sur le climat. Cela ne peut se faire que si la Chine respecte l'Union européenne [UE] en tant que telle. Ce n'est pas toujours le cas. Parfois, Pékin joue sur les fragmentations dans l'UE.

**Avez-vous fait le deuil des Etats-Unis comme allié ?**

Les Etats-Unis sont une grande puissance qui semble hésiter à jouer son rôle de leadership au niveau mondial. Cela entraîne son repli et rend difficile une action collective sur les grands enjeux de l'humanité. En conséquence, la Chine se sent en situation de pouvoir dire un jour « je suis la puissance et le leadership ». Nous souhaitons que les Etats-Unis remplissent leurs responsabilités et gardent une relation de confiance avec leurs alliés.

Mais l'enjeu est surtout que l'Europe exerce sa souveraineté et se trouve un destin de leadership. Qu'elle se projette dans ce rôle. Qu'elle ne se contente pas de s'interroger sur elle-même, sur la manière dont elle sortira de la crise, dont elle défendra sa souveraineté sécuritaire, d'une manière générale, pour ne pas dépendre de l'extérieur.

**Emmanuel Macron s'est prononcé pour une annulation de la dette des pays africains. Pékin, qui en détient 40 %, n'y est pas favorable. N'avez-vous pas lancé un slogan généreux avec l'argent des autres ?**

L'initiative prise par le président de la République visant à alléger la dette de pays africains a été acceptée et validée puisque le remboursement des dettes bilatérales publiques et privées a fait l'objet d'un moratoire jusqu'à la fin de l'année, y compris par la Chine.

C'est un premier acte, souhaité par les Africains, qu'il faut maintenant mettre en œuvre. Ce ballon d'oxygène d'environ 20 milliards de dollars [18,4 milliards d'euros] pour quarante pays doit leur permettre d'investir davantage pour lutter contre le Covid-19.

Ce premier résultat ne suffit pas. Nous souhaitons qu'en fonction de la situation des pays et dans un cadre multilatéral, il puisse y voir des annulations de dettes accompagnées d'un plan d'investissement dans les domaines de la santé, de l'éducation... La même détermination devra être au rendez-vous et cela concerne aussi la Chine.

**Pensez-vous que l'onde de choc de la pandémie pourrait emporter certains régimes africains ?**

Il faut être vigilant sans développer des perspectives cataclysmiques. L'ampleur de la crise sanitaire en Afrique est impossible à prédire. La pandémie atteint cinquante-deux pays sur cinquante-quatre mais le nombre de cas détectés est relativement faible, probablement parce que le dispositif sanitaire africain n'est pas suffisamment structuré pour identifier toutes les personnes touchées.

Il y a des facteurs qui incitent à l'optimisme comme la jeunesse de la population, l'expérience dans la gestion des pandémies. D'autres portent au pessimisme comme la faiblesse des systèmes de santé, le risque de propagation accélérée dans les grands centres urbains, le nombre de déplacés... Il importe donc d'anticiper le développement de la pandémie car la violence du choc économique arrivera, quoi qu'il en soit.

**Après le retour des Français bloqués à l'étranger, comment allez-vous traiter la question des expatriés, dont certains, notamment en Afrique, voudraient aussi rentrer ?**

Nous avons mobilisé beaucoup d'acteurs pour permettre le retour des Français qui étaient à l'étranger à titre provisoire. Nous avons rapatrié, avec l'appui d'Air France, près de 170 000 Français dans un contexte de circulation aérienne très ténue, de fermeture des frontières... Désormais, nous allons effectuer dans le cadre de l'UE des « vols balais » pour la fin de ces retours.

Concernant les 3,5 millions de Français qui résident en permanence à l'étranger, nous allons envisager des mesures spécifiques pour les personnes les plus vulnérables. Pour les autres, nous souhaitons qu'ils restent là où ils vivent, qu'ils répondent aux normes de confinement ou de précaution dictées par les pays où ils résident. Cela demande un minimum de sécurisation. Nous allons proposer un dispositif de soutien sanitaire à chaque communauté française des pays les plus exposés. Avec de la télésurveillance, de la télémedecine, avec des capacités sanitaires d'évacuation si nécessaire et un soutien éducatif et social.

**Vous avez appelé de vos vœux une « grande explication » avec la Turquie sur ses alliances contradictoires. Y a-t-il un tabou turc dans l'OTAN ?**

Il existe une interrogation sur les objectifs, les stratégies à long terme de l'Alliance *[atlantique]* à un moment sensible où sont en train de tomber les grands accords de maîtrise des armements datant de la guerre froide.

Dans ce cadre-là, nous nous interrogeons sur le comportement de la Turquie. Sa présence au sein de l'OTAN, tout en choisissant des dispositifs antiaériens russes ; lorsque, en Libye, elle fait transférer des « proxies » syriens pour participer au conflit et mobilise d'importants moyens (bateaux, drones...), comme dans la baie de Misrata ; quand l'immigration devient un sujet de chantage ; quand en Méditerranée orientale des bateaux participent tantôt à l'action de présence de l'OTAN, tantôt à la sécurisation de zones qu'elle s'approprie...

Cela fait beaucoup ! Lorsque la Turquie demande la solidarité, elle doit en même temps apporter une clarification. Elle n'a pas été faite, la pandémie ne le permet pas, mais on ne pourra éviter cette clarification.

**Comment assurer la poursuite des opérations antidjihadistes au Sahel en cette période de crise sanitaire mondiale ?**

La pandémie qui touche aussi ces pays complique la mise en œuvre de l'accord de Pau [*conclu en janvier*]. Mais la dynamique issue de Pau fonctionne toujours. Il y a eu des gains opérationnels dans la zone des trois frontières. L'armée malienne est retournée à Kidal. La force Takouba se mobilise.

Certes, il y a des éléments négatifs. Je pense notamment à l'affaire Soumaïla Cissé [*opposant enlevé au Mali par des djihadistes*] ou à la réorientation provisoire des forces tchadiennes vers le lac Tchad à la suite d'attaques de Boko Haram.

**La Pologne et la Hongrie exploitent la crise pour piétiner les normes démocratiques. Est-ce qu'elles détruisent le projet européen de l'intérieur ?**

Dans le débat sur le meilleur modèle politique pour une résolution de la crise, il y a une tendance qui préconise le modèle autoritaire.

Je suis convaincu que le modèle démocratique est en train de prouver sa propre autorité. Il faut que la démocratie, l'information, la transparence et la liberté soient au rendez-vous pour gagner. Si vous n'avez pas la transparence, ni la confiance, vous ne gagnez pas. C'est ce message que je pourrais porter à nos partenaires européens.

**Peut-on envisager des sanctions européennes contre ces pays ?**

Cette question se posera au moment opportun et j'imagine qu'elle pourrait l'être à un prochain Conseil européen. Mais la priorité est de lutter contre la pandémie.

## **OMS: «Trump met le doigt brutalement sur les tabous de l'ordre international»**

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Donald Trump a décidé de suspendre la contribution américaine à l'Organisation mondiale de la santé. Le chercheur en relations internationales Benjamin Haddad y voit un signe supplémentaire de la fragmentation de l'ordre international.

Par Joachim Imad

Publié le 17 avril 2020 à 23:32, mis à jour le 18 avril 2020 à 12:58

Conférence de presse quotidienne de Donald Trump à la Maison-Blanche, 16 mars 2020  
MANDEL NGAN/AFP

*Benjamin Haddad est chercheur en relations internationales au think-tank The Atlantic Council. Il a récemment publié Le paradis perdu: l'Amérique de Trump et la fin des illusions européennes (Grasset, 2019).*

---

### **FIGAROVOX.- Comment expliquez-vous la décision de Donald Trump de suspendre la contribution américaine à l'OMS? Celle-ci aurait-elle pu être évitée?**

**Benjamin HADDAD.-** Donald Trump a en effet annoncé cette semaine la suspension du soutien public américain à l'Organisation mondiale de la santé, la branche des Nations Unies chargée de coordonner la réponse internationale aux crises sanitaires. Cette décision a provoqué les critiques des dirigeants européens, ainsi que des grands philanthropes du monde de la santé comme Bill Gates qui l'a qualifié de «dangereuse». Trump reproche à l'OMS et à son Directeur Général, l'Éthiopien Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus son inefficacité et surtout une complaisance vis-à-vis de Beijing dans le traitement de la crise du Coronavirus. Naturellement, le président américain, critiqué aux États-Unis pour sa gestion tardive de la pandémie, cherche des boucs émissaires, extérieurs comme l'OMS et intérieurs comme les gouverneurs démocrates des États les plus touchés. Par ailleurs cette décision s'inscrit dans la continuité du logiciel *America First* qui guide le président américain: unilatéralisme et nationalisme, utilisation sans tabou de l'arme économique pour appuyer la poursuite des intérêts américains. Le budget américain pour 2021 prévoyait déjà une baisse considérable du soutien américain à l'organisation.

Donald Trump met le doigt brutalement sur des tabous et faux-semblants de l'ordre international.

Mais il serait trop simple de se focaliser sur la méthode sans s'interroger sur le fond de la critique trumpienne. Comme souvent, celui-ci met le doigt brutalement sur des tabous et faux-semblants de l'ordre international. L'OMS n'a pas été exemplaire dans sa gestion de crise. Dans les premières semaines de l'épidémie, l'organisation a répété sans distance les éléments de langage de Beijing. Ainsi le 14 janvier, dans un tweet, l'OMS affirme «*qu'il n'existe aucune preuve claire de transmission d'homme à homme*». Le Dr Tedros a loué la réponse chinoise offrant, selon lui, «*un nouveau standard*» dans la lutte contre les épidémies, malgré l'opacité et les mensonges du régime chinois. Certes, les organisations internationales

doivent, par définition, trouver un équilibre entre les intérêts des États qui les composent, en particulier les grandes puissances, mais la proximité entre la propagande chinoise et le langage officiel de l'organisation mérite débat.

**Quels vont être les conséquences de cette décision sur la lutte de l'OMS contre la pandémie et sur le poids de la Chine en son sein?**

Une crise globale nécessite des réponses globales, de la coordination contre la pandémie à la réponse à la crise économique, et l'affaiblissement du multilatéralisme en ce moment n'est pas une bonne nouvelle. Le repli nationaliste et protectionniste après la crise de 1929 a accéléré l'effondrement du système international déjà précaire issu de la fin de la Première Guerre mondiale. Après son démarrage critiquable, l'OMS s'est chargée de la distribution de millions d'équipements médicaux, de la formation de personnel et de l'échange d'information.

L'influence chinoise est une conséquence directe du retrait américain des organisations multilatérales.

De plus, la décision américaine ne fera que renforcer la tendance que l'administration dénonce. L'influence chinoise est une conséquence directe du retrait américain des organisations multilatérales, entre les retards de nominations de représentants et les coupes budgétaires. La nature a horreur du vide. Quand on abandonne le champ de bataille, d'autres s'engouffrent dans la brèche. Mais critiquer la réponse de Trump est insuffisant et facile sans une réflexion exigeante sur la réforme de l'OMS et plus généralement des organisations internationales. Une fois le pic de la crise sanitaire passée, il faudra étudier, de façon indépendante, la performance de l'OMS et en tirer les conclusions. Les Européens peuvent jouer un rôle d'équilibre pour promouvoir cet effort de réforme.

**Les États-Unis poursuivent une stratégie de «pivot vers l'Asie» depuis l'arrivée au pouvoir de Barack Obama. Donald Trump se montre par ailleurs régulièrement critique de l'Union européenne, organisation dont il moque l'impuissance, et revient à la vieille tradition américaine d'unilatéralisme. Allons-nous vers un effritement irrémédiable de l'ordre libéral international?**

Il existe un risque de fragmentation de l'ordre international. La crise du Coronavirus va accélérer des tensions et tendances préexistantes. Et la rivalité stratégique sino-américaine n'y échappera pas. C'est d'ailleurs l'un des rares sujets d'accord bipartisan à Washington. À la Conférence de Sécurité de Munich en février par exemple, la présidente de la Chambre de Représentants Nancy Pelosi, opposante démocrate à Trump, responsable de la procédure d'impeachment contre lui, mettait en garde les Européens contre l'adoption de la technologie 5G de l'opérateur chinois Huawei, répétant ainsi les mises en garde de l'administration républicaine. Les partisans d'un "découplage" économique avec la Chine sont renforcés dans l'administration tandis que certains suggèrent la mise en place d'organisations internationales alternatives composées des États-Unis et de leurs alliés, ou leur contournement pur et simple avec des arrangements *ad hoc* (ce qui est déjà le cas dans le domaine commercial). La Chine quant à elle, avec la mise en place de la Route de la Soie ou de la Banque Asiatique de Développement, crée ses propres rapports de dépendance avec ses partenaires, en dehors des institutions post 1945.

L'option d'un découplage sino-américain est peu réaliste au vu des interdépendances entre les deux pays.

La vraie ligne de clivage entre l'équipe Biden et Trump sera le rôle des alliés qu'un président démocrate voudra réhabiliter. L'administration Trump a poursuivi une ligne unilatérale dans sa relation avec Beijing, se retirant de l'accord commercial Trans-Pacifique et ignorant toute forme de coopération avec l'UE, à l'OMC par exemple. L'objectif principal du président américain fut le rééquilibrage des chiffres de la balance commerciale dans la relation bilatérale avec Beijing, loin de la mise en place d'une architecture internationale visant à contenir Beijing. Un président démocrate aura probablement une approche plus globale, visant à répondre avec les Européens aux enjeux technologiques, commerciaux et militaires posés par l'affirmation de la puissance chinoise.

L'option d'un découplage sino-américain est peu réaliste au vu des interdépendances entre les deux pays, mais le coronavirus va renforcer les appels, à gauche comme à droite, à un reflux de la globalisation, déjà alimentés par les effets de la désindustrialisation de la *Rust Belt* du nord des États-Unis et l'exigence de la lutte contre le changement climatique. Par ailleurs, en Europe comme aux États-Unis, il faut s'attendre à une définition plus large de la souveraineté et de la sécurité nationale qui influera la sécurité alimentaire, les approvisionnements médicaux, la recherche scientifique, le digital, le rapatriement de certaines chaînes de productions. Réconcilier cette volonté de souveraineté avec l'exigence de coopération globale sera une tâche ardue pour les dirigeants au lendemain de la crise.

Transcript de la conférence de presse de Donald Trump du 29 mai 2020

"Thank you very much. Good afternoon. Thank you. I am here today to talk about our relationship with China and several new measures to protect American security and prosperity. China's pattern of misconduct is well known. For decades they have ripped off the United States like no one has ever done before. Hundreds of billions of dollars a year were lost dealing with China, especially over the years during the prior administration. China raided our factories, offshored our jobs, gutted our industries, stole our intellectual property, and violated their commitments under the WTO. To make matters worse, they are considered a developing nation getting all sorts of benefits that others, including the United States, are not entitled to, but I have never solely blamed China for this.

They were able to get away with a theft like no one was able to get away with before because of past politicians, and frankly past presidents; but unlike those who came before, my administration negotiated and fought for what was right. It is called fair and reciprocal treatment. China has also unlawfully claimed territory in the Pacific Ocean threatening freedom of navigation and international trade and they broke their word to the world on ensuring the autonomy of Hong Kong, the United States wants an open and constructive relationship with China but achieving that relationship requires us to vigorously defend our national interests.

The Chinese government has continually violated its promises to us and so many other nations. These plain facts cannot be overlooked or swept aside. The world is now suffering as a result of the malfeasance of the Chinese government. China's cover-up of the Wuhan virus allowed the disease to spread all over the world, instigating a global pandemic that has cost more than 100,000 American lives and over 1 million lives worldwide. Chinese officials ignored their reporting obligations to the World Health Organization and pressured the World Health Organization to mislead the world when the virus was first discovered by Chinese authorities. Countless lives have been taken, and profound economic hardship has been inflicted all around the globe.

They strongly recommended against me doing the early ban from China, but I did it anyway. It was proven to be 100 percent correct. China has total control over the World Health Organization despite only paying \$40 million per year compared to what the United States has been paying, which is approximately \$450 million a year. We have detailed the reforms that it must make and engage with them directly, but they have refused to act.

Because they have failed to make the requested and greatly needed reforms, we will be today terminating our relationship with the World Health Organization and redirecting those funds to other worldwide and deserving urgent global public health needs. The world needs answers from China on the virus. We must have transparency. Why is it that China shut off infected people from Wuhan to all other parts of China? It went nowhere else; it didn't go to Beijing, it went nowhere else, but they allowed them to freely travel throughout the world, including Europe and the United States. The death and destruction caused by this is incalculable.

We must have answers not only for us but for the rest of the world. This pandemic has underscored the crucial importance of building up America's economic independence, reshoring our critical supply chains, and protecting America's scientific and technological advances. For years, the government of China has conducted illicit espionage to steal our industrial secrets of which there are many.

Today I will issue a proclamation to better secure our nation's vital university research and to

suspend the entry of certain foreign nationals from China who we have identified as potential security risks. I am also taking action to protect the integrity of America's financial system, by far the best in the world. I am instructing my presidential working group on financial markets to study the differing practices of Chinese companies listed on the U.S. financial markets with a goal of protecting American investors; investment firms should not be subjecting their clients to the hidden and undue risks associated with financing Chinese companies that do not play by the same rules. Americans are entitled to fairness and transparency.

Several of the most significant actions we are taking pertain to deeply troubling situations unfolding in Hong Kong. This week China unilaterally imposed control over Hong Kong security. This was a plain violation of Beijing's treaty obligations with the United Kingdom in the declaration of 1984 and explicit provisions of Hong Kong's basic law-it has 27 years to go.

The Chinese government's move against Hong Kong is the latest in a series of measures that are diminishing the city's long-standing and very proud status. This is a tragedy for the people of Hong Kong, the people of China, and indeed the people of the world. China claims it is protecting national security, but the truth is that Hong Kong was secure and prosperous as a free society. Beijing's decision reverses all of that. It extends the reach of China's invasive state security apparatus into what was formally a bastion of liberty.

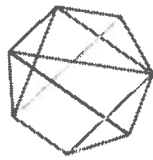
China's latest incursion, along with other recent developments that degraded the territory's freedoms, makes clear that Hong Kong is no longer sufficiently autonomous to warrant the special treatment that we have afforded the territory since the handover. China has replaced its promised formula of one country, two systems with one country, one system; therefore, I am directing my administration to begin the process of eliminating policy exemptions that give Hong Kong different and special treatment.

My announcement today will affect the full range of agreements we have with Hong Kong from our extradition treaty to our export controls on dual-use technologies and more with few exceptions. We will be revising the State Department's travel advisory for Hong Kong to reflect the increased danger of surveillance and punishment by the Chinese state security apparatus. We will take action to revoke Hong Kong's preferential treatment as a separate customs and travel territory from the rest of China.

The United States will also take necessary steps to sanction PRC and Hong Kong officials directly or indirectly involved in eroding Hong Kong's autonomy and just if you take a look smothering, absolutely smothering Hong Kong's freedom. Our actions will be strong; our actions will be meaningful.

More than two decades ago, on a rainy night in 1997, British soldiers lowered the Union flag, and Chinese soldiers raised the Chinese flag in Hong Kong. The people of Hong Kong felt simultaneously proud of their Chinese heritage and their unique Hong Kong Identity. The people of Hong Kong hoped that in the years and decades to come, China would increasingly come to resemble its most radiant and dynamic city. The rest of the world was electrified by a sense of optimism that Hong Kong was a glimpse into China's future, not that Hong Kong would grow into a reflection of China's past.

In every decision, I will continue to proudly defend and protect the workers, families, and citizens of the United States of America. Thank you very much. Thank you"./.



# Alliance for Multilateralism

## **We need strong global cooperation and solidarity to fight COVID-19**

The COVID-19 pandemic is a wake-up call for multilateralism. Trying to cope with the immediate devastating effects of the virus, nations have turned toward imposing unprecedented executive measures, including closing borders. However, a virus knows no borders. All countries are affected. We must remain united in our shared humanity. The fight against this global pandemic, which is taking so many lives and challenging our societies, requires more and enhanced international cooperation and worldwide solidarity.

Containing and countering this pandemic calls for a co-operative, transparent, science-based and coordinated global response. We are concerned by the serious threat to all countries, particularly developing and least developed countries, countries in situations of conflict and post-conflict countries, where health systems are less prepared, as well as the particular risk faced by refugees and displaced persons.

We realise that the pandemic poses a serious threat to the essential right to the highest attainable standard of physical and mental health. At the same time, in a situation of emergency, it is of utmost importance to maintain principles of democracy and the rule of law. We call on all governments to strictly ensure that any measures taken to counter the pandemic must be necessary and proportionate, pursue legitimate purposes, be limited in time, non-discriminatory and respectful of international law, including human rights law. Adopting a gender-responsive approach will be essential. With respect to non-discriminatory policies, we support the statement of the High Commissioner for Human rights, issued on March 6, recalling that human dignity and rights should remain at the core of the response to the crisis, and that responses should be holistic and people-centric.

The COVID-19 crisis has demonstrated just how crucial multilateral institutions are to our collective health, prosperity, and security. We fully support the World Health Organization in leading the global public health response, as well as the efforts of the wider United Nations, the World Bank Group, and other international and regional organizations as they come together in a coordinated, coherent whole to respond to the wider socio-economic impacts of the crisis.

We strongly support the appeal by United Nations Secretary-General António Guterres for an immediate global ceasefire. It is time to stop armed conflict and immediately halt fighting and devote all our energy and resources to fighting the world's common challenge – the coronavirus. We express our gratitude to health and humanitarian workers for their indispensable role in saving lives and commit to preserve, and advocate for, the space they need to deliver on their life-saving mandate. We thank civil society leaders for their

determination to protect the most vulnerable. We support efforts to urgently address the humanitarian dimension of the COVID-19 outbreak. We are ready to play our part in responding to the Global Humanitarian Response Plan for COVID-19 by the United Nations. We commend the UN Secretary General for launching a COVID-19 response and recovery fund for low and middle-income countries to tackle the health emergency, address social and economic consequences of the crisis and assist in the recovery and support efforts to strengthen coordination and collaboration across response efforts.

The health challenge: The focus must now be on the most immediate medical, political and economic challenges raised by the pandemic. We support the United Nations' call for shared responsibility and global solidarity in response to the impacts of COVID-19, and especially the role of WHO in the coordination of the health response to the epidemic. . We seek to ensure sufficient financing to address the pandemic, including strengthening of health systems globally. We support working towards a response that delivers universal access to treatment and vaccines, when they are ready. Fair and just distribution will be key. We propose to focus on the universal provision of an eventual treatment and a vaccine and recognize immunization against COVID-19 as a global public good.

The financial challenge: We will seek to ensure adequate financing to contain the pandemic and protect people, with particular attention to the most vulnerable. We commit, on a voluntary basis, to provide resources in support of the WHO's COVID-19 Strategic Preparedness and Response Plan , as well as the health organisations involved in identifying and scaling up the tools needed to fight the pandemic: the Coalition for Epidemic Preparedness and Innovation (CEPI), Gavi, the Vaccine Alliance UNITAID and the Global Fund, and call upon all countries, international organizations, the private sector, philanthropies, and individuals to contribute to these efforts We will continue to work with all stakeholders to assist those countries whose economies are most at risk due to the pandemic and to improve resilience.

The information challenge: Disinformation puts peoples' lives at risk and is an obstacle to effective public health responses. We call on all states to provide and promote accessible, timely and factual information, to continue to protect and promote access to free and independent media and to support the free exchange of reliable and accurate information. We support the efforts of the WHO and internet intermediaries to step up efforts in detecting and addressing misinformation and prioritizing trustworthy information on their platforms. We commend journalists and other media workers on their work that serves to keep societies informed credibly, to protect the health of communities and to prevent false or misleading information. We express concern at the damage which can and has been done by the spreading of false or manipulated information intended to deliberately deceive, including disinformation about the virus outbreak and response. We need to push back disinformation and propaganda. Access to reliable information and to free and independent media is crucial to foster transparency and accountability, combat misinformation and contribute to public confidence and support for government efforts to combat the pandemic. We will work with public health authorities to ensure access to timely and accurate information. We are concerned by attempts to use this crisis to put in place undue restrictions or to deny societies

critical information on the spread of the disease. We must work together to amplify evidence-based messaging.

The prevention challenge: We must also address the long-term consequences of this crisis. The world must prepare better for the next pandemic. We will lend our support to strengthening health systems globally, including through supporting the WHO, other UN agencies as well as other international health organizations.. The COVID pandemic should be an opportunity to strengthen the global health security system. In order to reduce the risk of future pandemics we should promote the "One Health" approach as outlined by the WHO. We support efforts by the WHO to assess gaps with a view to enhancing pandemic preparedness and response, and further stress the urgency of ensuring a healthy environment, achieving universal health coverage, and promoting effective, accountable and inclusive institutions at all levels. The multilateral system needs to adapt and reform to 'recover better'. We call upon the WHO, IMF, WBG and all relevant UN agencies and international health organizations to further step up coordination of their actions, including with the private sector, to support emerging and developing countries in facing the health, economic, and social shocks following the COVID-19 outbreak. We support the efforts of the WHO to assess gaps in pandemic preparedness with a view to establish a global initiative on pandemic preparedness and response.

The economic challenge: The continued efficient flow of medical supplies, agricultural products, and other goods and services across borders will be critical for effective crisis response, to help minimize global supply and demand shocks, and to enable timely economic recovery. We will therefore work to minimize disruptions to cross border trade and global supply chains, and taking only targeted, proportionate, transparent, and temporary emergency measures and only those consistent with our WTO obligations.

As we strive to 'recover better' our common roadmap remains the 2030 Agenda with its 17 Sustainable Development Goals and the Paris Agreement. We welcome the unanimous adoption of UNGA resolution 74/270 on Global solidarity to fight the coronavirus disease 2019 (COVID-19) at the initiative of Ghana, Indonesia, Liechtenstein, Norway, Singapore and Switzerland.

Faced with the unprecedented challenge posed by the COVID-19 pandemic, we must all join forces to contain, counter and prevent its spread. The Alliance for Multilateralism is committed to support the UN, WHO, and other international organizations in their efforts toward this end. We are only as strong as the weakest link in the global health system. Only by building a more sustainable and resilient world through enhanced international cooperation can we overcome this threat to humanity.

*H.E. FM of the Argentine Republic, Mr. Felipe Solá*

*H.E. FM of the Republic of Armenia, Mr. Zohrab Mnatsakanyan*

*H.E. FM of Australia, Mrs. Marise Payne*

*H E FM of the Republic of Austria, Mr. Alexander Schallenberg*

*H.E. FM of the Kingdom of Belgium, Mr. Philippe Goffin*

*H.E. FM of the Republic of Bulgaria, Mrs. Ekaterina Gecheva-Zaharieva*  
*H.E. FM of Canada, Mr. François-Philippe Champagne*  
*H.E. FM of the Republic of Chile, Dr. Teodoro Ribera Neumann*  
*H.E. FM of Colombia, Mrs. Claudia Blum Barberi*  
*H.E. FM of the Republic of Costa Rica, Mr. Rodolfo Solano*  
*H.E. FM of the Republic of Côte d'Ivoire, Mr. Marcel Amon-Tanoh*  
*H.E. FM of the Republic of Croatia, Mr. Dr. Gordan Grlić Radman*  
*H.E. FM of the Republic of Cyprus, Mr. Nikos Christodoulides*  
*H.E. FM of the Czech Republic, Mr. Tomáš Petříček*  
*H.E. FM of the Kingdom of Denmark, Mr. Jeppe Kofod*  
*H.E. FM of the Dominican Republic, Mr. Miguel Vargas*  
*H.E. FM of the Republic of Ecuador, Dr. José Valencia Amores*  
*H.E. FM of the Republic of Estonia, Mr. Urmas Reinsalu*  
*H.E. FM of the Federal Democratic Republic of Ethiopia, Mr. Gedu Andargachev*  
*H.E. FM of the Republic of Finland, Mr. Pekka Huuvisto*  
*H.E. FM of the French Republic, Mr. Jean-Yves Le Drian*  
*H.E. FM of the Federal Republic of Germany, Mr. Heiko Maas*  
*H.E. FM of Greece, Mr. Nikos Dendias*  
*H.E. FM of the Republic of Iceland, Mr. Guðlaugur Þór Þórðarson*  
*H.E. FM of the Republic of Indonesia, Ms. Retno Marsudi*  
*H.E. FM of Ireland, Mr. Simon Coveney*  
*H.E. FM of the Italian Republic, Mr. Luigi di Maio*  
*H.E. FM of the Hashemite Kingdom of Jordan, Mr. Ayman Safadi*  
*H.E. FM of Latvia, Mr. Edgars Rinkēvičs*  
*H.E. FM of the Principality of Liechtenstein, Dr. Katrin Eggenberger*  
*H.E. FM of the Republic of Lithuania, Mr. Linas Linkevičius*  
*H.E. FM of the Grand-Duchy of Luxembourg, Mr. Jean Asselborn*  
*H.E. FM of the Republic of the Maldives, Mr. Abdulla Shahid*  
*H.E. FM of the Republic of Malta, Dr. Evarist Bartolo*  
*H.E. FM of the United Mexican States, Mr. Marcelo Ebrard Casaubon*  
*H.E. FM of Montenegro, Mr. Srđan Darmanović*  
*H.E. FM of the Kingdom of Morocco, Mr. Nasser Bourita*  
*H.E. FM of the Republic of Namibia, Mrs. Netumbo Nandi-Ndaitwah*  
*H.E. FM of the Republic of Nauru, Mr. Lionel Aingimea*  
*H.E. FM of the Kingdom of the Netherlands, Mr. Stef Blok*  
*H.E. FM of the Republic of North Macedonia, Mr. Nikola Dimitrov*  
*H.E. FM of the Kingdom of Norway, Ms. Ine Eriksen Søreide*

*H.E.FM of the Republic of Paraguay, Mr. Antonio Rivas Palacios*  
*H.E. FM of the Republic of Peru, Mr. Gustavo Meza-Cuadra Velásquez*  
*H.E. FM of the Republic of Portugal, Mr. Prof. Augusto Santos Silva*  
*H.E. FM of Romania, Mr. Bogdan Aurescu*  
*H.E. FM of the Republic of Singapore, Dr. Vivian Balakrishnan*  
*H.E. FM of the Slovak Republic, Mr Ivan Korčok*  
*H.E. FM of the Republic of Slovenia, Mr. Dr Anže Logar*  
*H.E. FM of the Republic of South Africa, Ms. Grace Pandor*  
*H.E. FM of the Kingdom of Spain, Ms. Arancha Gonzales Laya*  
*H.E. FM of the Kingdom of Sweden, Ms. Ann Linde*  
*H.E. FM of the Swiss Confederation, Dr. Ignazio Cassis*  
*H.E. FM of Uruguay, Mr. Ernesto Talvi*

RFI

## **Dettes des pays africains: les grands créanciers tombent d'accord sur un moratoire**

Publié le : 14/04/2020 - 16:45 Modifié le : 06/05/2020 - 03:18

AFP/Jekesai Njikizana

Texte par : Olivier Rogez

La France voulait une annulation de la dette des pays africains. Pour l'instant, elle a obtenu un moratoire du club de Paris (les pays prêteurs) et du G20.

Cette année 2020, les 76 pays les plus pauvres de la planète, dont quarante pays africains, **devaient rembourser un total de 32 milliards de dollars**. Paris a obtenu le moratoire au niveau des créanciers bilatéraux et privés, c'est-à-dire un total de vingt milliards de dollars. La Chine, qui est l'un des plus gros créanciers de l'Afrique, a accepté ce principe. Il reste les 12 milliards de créances dus par ces pays à la Banque mondiale. Selon Paris, un accord est en bonne voie, il sera peut-être même annoncé dès cette semaine lors des réunions de printemps à Washington du FMI et de la Banque mondiale. Cette dernière s'était déclarée en faveur d'un moratoire sur la dette des pays africains.

Il y a deux semaines, les ministres des Finances africains souhaitaient un moratoire portant sur 44 milliards de dollars. L'accord obtenu par la France est donc en deçà de leurs attentes, mais « *c'est un premier pas* », comme le soulignait ce matin **Bruno Le Maire. Le ministre français de l'Économie** n'exclut pas que des annulations « *au cas par cas et dans un cadre multilatéral* » puissent avoir lieu.

La question de l'annulation pure et simple de la dette des pays africains est importante. Beaucoup de pays dépensent davantage en remboursement de dette que pour leur système de santé, soulignait récemment un rapport de l'Union africaine. De plus, une vingtaine de pays africains sont trop endettés et sept d'entre eux sont considérés comme surendettés, dont la République du Congo, par exemple. Mais certains créanciers publics et privés ne sont pas encore favorables à une annulation.

### **La Chine, le plus gros créancier**

Il serait par exemple intéressant de connaître l'avis de la Chine qui est l'un des plus gros créanciers de l'Afrique avec un stock de dettes estimé à 145 milliards de dollars, si l'on compte la dette de ses entreprises. Par ailleurs une partie de cette dette africaine est privée, elle est due à des entreprises, à des négociants de matière première, des banques et fonds d'investissements. Il s'agit aussi parfois d'emprunts directs des États africains sur les marchés financiers, les fameux eurobonds. Et pour cette dette « *il faut encore trouver des mécanismes* », affirmait récemment Albert Zcufack, l'économiste en chef pour l'Afrique de la Banque mondiale.

De son côté, le Fonds monétaire international n'a pas attendu le moratoire des créanciers publics pour agir. Dès mardi soir, la directrice générale du FMI Kristalina Georgieva annonçait que le Fonds allait payer lui-même le service de la dette de 25 pays à faibles revenus dont dix-neuf pays africains pour une période de six mois. Ce qui revient à annuler

une partie de la dette de ces pays envers le FMI. L'institution de Bretton Wood joue aussi les pompiers depuis plusieurs semaines. Elle a déclaré qu'elle était prête à déboursier en urgence des crédits pour les pays africains qui ont besoin d'argent afin de faire face aux conséquences économiques de la pandémie. La semaine dernière une vingtaine de pays africains avaient fait une demande, ils sont sans doute plus aujourd'hui.

Beaucoup ont reçu des fonds. Par exemple la Tunisie a obtenu 745 millions de dollars le 10 avril, le Sénégal 440 millions de dollars le 13 avril et le Ghana vient de recevoir, ce mardi 14 avril, un milliard de dollars. Cet argent est versé via deux mécanismes : la facilité de crédit rapide (FCR) et l'instrument financier d'urgence (IFR). Ce sont essentiellement des prêts à taux zéro avec un délai de remboursement très avantageux. Mais il convient de préciser que ce ne sont pas des dons. C'est de l'argent qui au final viendra s'ajouter au stock de dette des États.



# **INITIATIVE FRANCO-ALLEMANDE POUR LA RELANCE EUROPÉENNE FACE À LA CRISE DU CORONAVIRUS**

18 MAI 2020



La crise actuelle est inédite dans l'histoire de l'Union européenne. Aucune façon de vivre, aucun emploi, aucune entreprise ne sont épargnés par ce choc mondial. Alors que nos sociétés et nos économies sont en train de sortir du confinement, des incertitudes considérables demeurent. Cependant, notre objectif est clair : l'Europe surmontera cette crise ensemble et en sortira plus forte. Nos efforts conjoints sont guidés par notre volonté de parvenir à une relance durable pour l'UE. Nous, la France et l'Allemagne, sommes pleinement déterminées à assumer notre responsabilité pour l'Union européenne et nous contribuerons à ouvrir la voie pour sortir de la crise.

À cette fin, nous devons plus que jamais mettre à profit la puissance que nous tirons de notre action conjointe en tant qu'Européens et unir nos forces de façon inédite

Nous devons aussi mener une réflexion approfondie sur les leçons à tirer de cette crise. La Conférence sur l'avenir de l'Europe sera l'occasion d'ouvrir un vaste débat démocratique sur le projet européen, ses réformes et ses priorités.

La France et l'Allemagne proposent les mesures suivantes.

## 1. RENFORCER NOTRE SOUVERAINETÉ SANITAIRE STRATÉGIQUE PAR UNE « STRATÉGIE SANTÉ » DE L'UE

Notre réponse à la crise actuelle et aux futures crises sanitaires doit s'appuyer sur une nouvelle approche européenne reposant sur la **souveraineté sanitaire** stratégique. Nous appelons de nos vœux une **industrie sanitaire européenne ayant un positionnement stratégique** qui améliorera la dimension européenne des systèmes de santé et réduira la dépendance de l'UE, dans le plein respect de la responsabilité des États membres. Par conséquent, nous devons :

- augmenter nos capacités de recherche et développement dans le domaine **des vaccins et des traitements**, ainsi que la coordination et le financement au niveau international (Initiative ACT-A), avec l'objectif à court terme de **mettre au point et de fabriquer un vaccin contre le coronavirus au sein de l'Union européenne**, tout en garantissant un **accès mondial** à ce vaccin ;
- mettre en place des **stocks stratégiques communs** de produits pharmaceutiques et médicaux (équipements de protection, kits de tests... ) et développer les **capacités de production** de ces produits **dans l'Union européenne** ;
- coordonner les politiques européennes en matière de **marchés publics communs** pour les vaccins et traitements futurs (par exemple, **la fabrication et le stockage de futurs vaccins** potentiels) afin de **parler d'une seule voix face à l'industrie pharmaceutique** et de garantir un **accès européen et mondial** plus efficace ;
- mettre en place une « **task-force** » de l'UE chargée de la **santé** au sein du **Centre européen de prévention et de contrôle des maladies** et la charger, aux côtés des institutions nationales, d'élaborer des **plans de prévention et de riposte** face aux futures épidémies ;
- définir des **normes européennes** communes en matière d'interopérabilité des données sanitaires (par exemple une **méthodologie harmonisée** permettant de disposer de statistiques comparables sur les cas lors d'épidémies).

## 2. CRÉER UN « FONDS DE RELANCE » AMBITIEUX AU NIVEAU DE L'UE POUR LA SOLIDARITÉ ET LA CROISSANCE

Pour soutenir une **reprise durable** qui rétablisse et renforce la croissance dans l'UE, l'Allemagne et la France soutiennent la création d'un **Fonds de relance** ambitieux, temporaire et ciblé, dans le cadre du **prochain cadre financier pluriannuel** (CFP), et une augmentation du CFP concentrée sur ses premières années. Compte tenu du caractère exceptionnel des difficultés que la pandémie de COVID-19 fait peser sur les économies dans l'ensemble de l'UE, la France et l'Allemagne proposent d'autoriser la Commission européenne à financer ce soutien à la relance en **empruntant sur les marchés au nom de l'UE** sur une base juridique respectant pleinement le Traité européen, le cadre budgétaire de l'UE et les droits des parlements nationaux.

- **Le Fonds de relance sera doté de 500 milliards d'euros en dépenses budgétaires de l'UE** pour les **secteurs et régions les plus touchés**, sur la base des **programmes budgétaires de l'UE** et dans le respect des

**priorités européennes.** Il renforcera la résilience, la convergence et la compétitivité des économies européennes, et accroîtra les **investissements, notamment dans les transitions écologique et numérique** et dans la recherche et l'innovation.

- Les financements du Fonds de relance seront ciblés sur les difficultés liées à la pandémie et sur ses répercussions. Il s'agira d'un complément exceptionnel, **intégré dans la décision relative aux ressources propres, avec un volume et une date d'expiration clairement spécifiés**, et qui sera lié à un plan de remboursement contraignant au-delà du prochain CFP sur le budget de l'UE.
- **Un accord d'ensemble rapide sur le CFP et le Fonds de relance est nécessaire** pour faire face aux grands défis que l'UE doit relever. Les négociations s'appuieront sur les progrès réalisés jusqu'en février. Nous nous efforcerons de fournir l'effort budgétaire lié à la crise du coronavirus dès que possible.
- **Ce soutien à la relance complète les efforts nationaux et la série de mesures arrêtée par l'Eurogroupe** ; elle s'appuiera sur un engagement clair par les États membres d'appliquer des politiques économiques saines et un **programme de réformes ambitieux**.
- **L'amélioration du cadre européen pour atteindre une fiscalité équitable dans l'UE demeure une priorité**, notamment en introduisant une **taxation minimale** effective et une **taxation équitable de l'économie numérique** au sein de l'Union, s'appuyant idéalement sur des conclusions fructueuses des travaux de l'OCDE, ainsi que la mise en place d'une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés.

### 3. ACCÉLÉRER LES TRANSITIONS ÉCOLOGIQUE ET NUMÉRIQUE

Il est temps de donner un coup d'accélérateur à la modernisation de l'économie et des modèles économiques européens. Dans cet esprit, **nous réaffirmons que le « pacte vert » pour l'Europe (Green Deal) constitue la nouvelle stratégie de croissance de l'UE** et notre feuille de route pour une économie prospère et résiliente sur la voie de la neutralité carbone d'ici à **2050**. En parallèle, nous devons **accélérer la transition numérique** en transformant les tendances ayant émergé pendant la crise en un progrès et une souveraineté numérique durables. À cette fin, nous devons :

- **augmenter les objectifs de l'UE en matière de réduction des émissions pour 2030**, de façon coordonnée avec un ensemble de mesures efficaces pour **éviter les « fuites de carbone »**. La proposition annoncée par la Commission concernant un mécanisme d'ajustement des émissions de carbone aux frontières permettra de compléter les instruments existants en conformité avec les règles de l'OMC. Les règles relatives aux aides d'État doivent être revues à l'aune d'une politique climatique plus ambitieuse et des risques de fuite de carbone ;
- soutenir l'introduction d'un **prix minimum du carbone** au sein du Système d'échange de quotas d'émission de l'UE (ETS) et travailler à mettre en place un futur **ETS européen pour tous les secteurs** ;

- élaborer pour chaque secteur **une feuille de route pour une reprise respectueuse de l'environnement** incluant, là où c'est nécessaire, des **cibles et/ou des conditionnalités en matière de climat et d'environnement** ;
- **accélérer la transformation numérique**, notamment par le déploiement de la 5G, des efforts visant à obtenir des infrastructures et des technologies de cybersécurité sûres et fiables, la gestion de l'identité numérique, un cadre favorable à l'intelligence artificielle ainsi qu'une **régulation juste pour les plateformes numériques** dans l'UE.

#### 4. ACCROÎTRE LA RÉSILIENCE ET LA SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUES ET INDUSTRIELLES DE L'UE ET DONNER UN NOUVEL ÉLAN AU MARCHÉ UNIQUE

L'intégration forte au sein du marché unique est la garantie de notre prospérité. Le redémarrage de l'économie européenne et son adaptation aux défis qu'elle rencontrera dans l'avenir nécessite **une économie et une base industrielle résilientes et souveraines**, ainsi qu'un **marché unique robuste**. Des marchés ouverts et un commerce libre et équitable sont un élément essentiel de la solution. Par conséquent, nous devons :

- **soutenir la diversification des chaînes de valeur** en promouvant un **agenda commercial ambitieux et équilibré**, articulé autour de l'OMC, intégrant de nouvelles initiatives, notamment dans le domaine du commerce des **produits de santé**, renforcer nos **mécanismes anti-subsidations** [des pays tiers], faire en sorte qu'il existe une **réciprocité réelle pour les marchés publics** avec les pays tiers et **renforcer le contrôle des investissements aux niveaux national et européen** pour les investisseurs non européens dans les secteurs stratégiques (notamment santé, médicaments, biotechnologies...), tout en **encourageant des investissements (re)localisés dans l'UE** ;
- adapter la stratégie industrielle de la Commission à la reprise, en particulier **moderniser la politique européenne de concurrence** en accélérant l'**adaptation des règles en matière d'aides d'Etat et des règles de concurrence** ainsi que la mise en œuvre des **projets importants d'intérêt européen commun** [permettant des aides européennes] ;
- garantir le **retour rapide à un marché unique pleinement fonctionnel** et **approfondir encore ce dernier** au moyen d'une **nouvelle feuille de route visant à créer un marché totalement intégré** dans les domaines prioritaires (numérique, énergie, marchés financiers en particulier) avec des jalons clairs et un agenda législatif accéléré ;
- faire en sorte que **l'espace Schengen fonctionne pleinement**, en améliorant les obligations de coordination entre les États membres en temps de crise et en **renforçant les frontières extérieures communes** ;
- renforcer la **convergence sociale** et accélérer les discussions sur le cadre de l'UE pour un **salaire minimum** adapté aux situations nationales.



## **Discours de la Présidente von der Leyen lors de la session plénière du Parlement européen sur le train de mesures de relance de l'UE**

Bruxelles, le 27 mai 2020

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les députés,

L'Europe est une histoire de générations.

Et chaque génération d'Européens a sa propre histoire.

Pour la génération fondatrice de notre Union, l'histoire parlait de la construction d'une paix durable, là où il n'y avait que peine, douleur et destruction.

Pour la génération d'après, il s'agissait d'apporter la prospérité et la liberté, en choisissant l'unité de notre marché intérieur et notre monnaie unique.

Il s'est ensuite agi de réunir notre famille européenne, en sortant nos frères et nos sœurs du grand froid, et les accueillant ici chez eux, au plein cœur de notre Union.

Toutes ces générations, et tous ces succès historiques, ont été bâtis sur ceux d'avant et ont inspiré ceux d'après.

Et le choix a toujours été: soit prendre la voie de la moindre résistance tout seul, soit aller de l'avant ensemble – avec une vision, une ambition communes et vers la même direction.

Dans ces moments décisifs, nous avons toujours choisi de franchir les étapes ensemble.

Car pour l'Europe, les mesures les plus audacieuses seront toujours les plus sûres.

C'est cela qui nous a permis de construire, une Union de paix et de prospérité, sans égal, sans précédent dans le monde.

Mesdames et Messieurs les députés,

Aujourd'hui, nous sommes face à notre propre moment de vérité.

Ce qui n'était au départ qu'un virus invisible à l'œil nu est devenu une crise économique majeure qui ne peut plus échapper à personne.

Notre modèle unique en son genre, que nous avons bâti depuis 70 ans, est remis en question comme il ne l'a jamais été dans toute l'histoire de notre Union.

Les biens européens communs que nous avons construits ensemble sont mis à mal.

Certaines choses que nous considérons comme acquises sont mis en doute:

- il y a le marché unique, qui doit se redresser;
- il y a les conditions de concurrence qui doivent redevenir équitables;
- et il y a quatre libertés qui doivent être pleinement rétablies;

La crise entraîne des effets externes et a des retombées considérables d'un pays à l'autre.

Rien de cela ne peut être réglé par un pays à lui tout seul.

Une entreprise qui dépose le bilan dans un État membre, c'est un fournisseur fiable qui disparaît pour une autre entreprise dans un autre pays.

Une économie en difficulté dans une partie de l'Europe affaiblit une économie forte dans une autre.

Nous sommes tous concernés par cette crise.

Et elle nous dépasse, chacun d'entre nous.

C'est l'heure de l'Europe.

Nous en observons les retombées économiques, budgétaires et sociales dans l'ensemble de nos États membres.

Les divergences et les disparités s'accroissent.

Des questions complexes touchant à la souveraineté et au partage de la charge doivent trouver une solution équilibrée.

Et ainsi, nous nous trouvons à nouveau face au même choix binaire.

Soit nous faisons cavalier seul, en laissant certains pays, régions et peuples au bord du chemin et en acceptant une Union divisée entre les riches et les pauvres, soit nous parcourons ce chemin ensemble.

Nous faisons ce bond en avant.

Nous préparons un terrain solide pour nos peuples et pour la prochaine génération.

Pour moi, le choix est simple.

Je veux que nous fassions un nouveau pas courageux tous ensemble.

L'Europe est dans une position unique pour pouvoir investir dans une relance collective et dans un avenir commun.

Dans notre Union, les personnes, les entreprises et les économies dépendent les unes des autres et comptent les unes sur les autres.

Dans notre Union, la cohésion, la convergence et l'investissement sont bons pour tous.

Et dans notre Union, nous savons que les mesures les plus audacieuses sont véritablement les plus sûres pour notre avenir.

C'est la raison pour laquelle la Commission propose aujourd'hui un nouvel instrument de relance, appelé « **Next Generation EU** » — d'une valeur de 750 milliards d'euros.

Il s'ajoutera à un budget européen à long terme révisé de 1 100 milliards d'euros.

L'instrument « **Next Generation EU** », avec le CFP principal, représente une enveloppe totale de 1 850 milliards d'euros dans les propositions présentées aujourd'hui.

Il va de pair avec les trois filets de sécurité de 540 milliards d'euros de prêts déjà approuvés par le Parlement et le Conseil.

Au total, notre effort en faveur de la reprise se monterait ainsi à 2 400 milliards d'euros.

Mesdames et Messieurs les députés,

Permettez-moi de vous expliquer comment fonctionnera l'instrument « **Next Generation EU** ».

Les fonds seront levés en supprimant temporairement le plafond des ressources propres, afin de permettre à la Commission d'utiliser sa note de crédit très solide pour emprunter de l'argent sur les marchés financiers.

Il s'agit d'une nécessité urgente et exceptionnelle, face à une crise tout aussi urgente et exceptionnelle.

C'est la raison pour laquelle l'instrument « **Next Generation EU** » :

- investira dans la réparation de notre tissu social,
- protégera notre marché unique,
- aidera au rééquilibrage des bilans financiers en Europe.

Et tout en menant ces actions, nous devons également avancer rapidement vers un avenir vert, numérique et résilient.

Il s'agit de l'avenir de la prochaine génération européenne.

Cette génération qui est connectée à l'échelle mondiale et se sent responsable de notre monde, de notre planète.

Avec une vision claire de promotion de la dignité humaine et l'État de droit.

Déterminée à ce que les pouvoirs publics rendent davantage compte de leurs actes contre le changement climatique et pour la préservation de notre nature.

Guidée par l'idéalisme pro-européen et par la conviction que notre Union doit s'efforcer de mieux faire.

Ainsi, en plus de faire preuve de solidarité pour surmonter la crise d'aujourd'hui, je propose un nouveau pacte générationnel pour demain.

Certes, les effets de cette crise signifient que nous devons effectuer aujourd'hui des investissements d'une ampleur inédite.

Mais nous le ferons de manière à ce que la prochaine génération européenne en récolte les bénéfices demain.

Nos investissements ne préserveront pas seulement les réalisations remarquables des 70 dernières années, ils garantiront aussi une Union

- neutre sur le plan climatique
- numérique
- sociale
- et avec laquelle il faut compter sur le plan mondial, *aujourd'hui et à l'avenir*

Pour y parvenir, l'instrument « **Next Generation EU** » mobilisera son énorme force de frappe financière pour investir dans nos priorités communes au travers de programmes européens.

J'ai toujours à cœur de veiller à ce que cette Assemblée ait pleinement voix au chapitre concernant les décisions cruciales pour notre Union.

Avec ma proposition d'investir ces fonds par la voie de programmes relevant de notre budget européen, c'est précisément ce qui se passera.

L'instrument « **Next Generation EU** » rétablira et reconstruira notre marché unique — cette source majeure d'innovation, de prospérité et d'opportunité.

Tous les États membres doivent investir dans des technologies qui stimuleront la reprise par l'intermédiaire de nouvelles industries innovantes et propres.

L'instrument « **Next Generation EU** » renforce le pacte vert pour l'Europe et le programme « Horizon Europe », et investira dans des infrastructures essentielles allant de la 5G à la rénovation de logements.

Dans le même temps, nous devons veiller à ce que la transition vers une économie neutre pour le climat ne laisse personne de côté.

C'est pourquoi l'instrument « **Next Generation EU** » démultipliera le financement du Fonds pour une transition juste.

Dans le même ordre d'idées, aucun État membre ne devrait avoir à choisir entre répondre à la crise et investir dans sa population.

Aucun État membre ne devrait avoir à choisir entre répondre à la crise ou investir dans sa population.

C'est pourquoi l'instrument « **Next Generation EU** » renforce le soutien apporté à Erasmus et à l'emploi des jeunes.

Il fait en sorte que les citoyens aient accès aux compétences, à la formation et à l'enseignement dont ils ont besoin pour s'adapter à ce monde en mutation rapide.

L'instrument « **Next Generation EU** » aidera les entreprises en pleine santé qui ont pris les bonnes décisions et fait les bons investissements au fil des décennies, mais qui sont en danger aujourd'hui parce que des concurrents d'autres États membres bénéficient d'un meilleur accès à des fonds publics ou privés pour obtenir des capitaux frais.

Il investira dans les industries et technologies européennes clés afin de renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement essentielles.

Il garantira que l'Europe reste à la pointe dans des domaines clés comme l'intelligence artificielle, l'agriculture de précision ou l'ingénierie verte.

L'instrument « **Next Generation EU** » contribuera aussi à accroître la résilience de nos systèmes de santé face aux crises futures.

Cet investissement sera un nouveau bien commun européen.

Il montrera la valeur réelle et tangible de l'appartenance à l'Union.

Et nous en serons tous les propriétaires.

Au total, la Commission lèvera 750 milliards d'euros pour l'instrument « **Next Generation EU** ».

Sur ce total, des montants de 500 milliards d'euros et de 250 milliards d'euros seront distribués respectivement sous forme de subventions et de prêts accordés aux États membres.

Mesdames et Messieurs les députés,

Je tiens à l'affirmer très clairement:

ces subventions constituent un investissement commun dans notre avenir.

Elles n'ont rien à voir avec les dettes passées des États membres.

Les subventions passent par le budget européen.

Et celui-ci limite les versements de chaque pays suivant une clé de répartition fixe.

Les subventions constituent clairement des investissements dans nos priorités européennes:

renforcement de notre marché intérieur, numérisation, pacte vert pour l'Europe et résilience.

Et plus encore: Le budget de l'UE a toujours consisté en des subventions.

Il n'y a rien de nouveau.

- Subventions pour des investissements ciblés et des réformes,

- Pour une plus grande cohésion

- Et pour des conditions de vie plus uniformes en Europe.

Et notre Union européenne est la preuve vivante que cela fonctionne.

L'Union européenne a accru la prospérité et le niveau de vie dans tous les États membres.

Ces investissements réalisés par l'intermédiaire du budget de l'UE ont été largement payants pour tous!

Et l'instrument « **Next Generation EU** » nous est également destiné à tous.

Nous investissons ensemble dans l'avenir de l'Europe – et rembourserons la totalité de la somme sur les futurs budgets de l'UE selon une clé bien connue et dûment éprouvée.

En outre, la Commission proposera plusieurs nouvelles sources de recettes propres: celles-ci pourraient s'appuyer sur l'extension prévue du système d'échange de quotas d'émission, sur une taxe carbone aux frontières qui servirait de mécanisme de compensation pour l'importation, en provenance de l'étranger, de produits bon marché et nocifs pour le climat, ou encore sur une nouvelle taxe sur les services numériques.

Nous devons ici être ambitieux, et je compte sur votre soutien.

Mesdames et Messieurs les députés,

le moment est venu de prendre la bonne décision.

À ceux qui hésitent aujourd'hui à consentir des investissements courageux, je dis que le coût de l'inaction dans cette crise nous reviendra beaucoup plus cher demain.

Il s'agit à présent de jeter ensemble les bases de notre avenir – et, dans le même temps, de réagir de manière appropriée à une situation de crise exceptionnelle, clairement définie et indépendante de notre volonté.

Laissons les anciens préjugés de côté !

Redécouvrons plutôt la force que représente l'idée d'une Europe commune.

La crise à laquelle nous devons faire face aujourd'hui est colossale.

Mais l'occasion qui se présente à l'Europe et la responsabilité qui est la nôtre de faire ce qu'il convient de faire est tout aussi immense.

Nous pouvons aujourd'hui jeter les bases d'une Union neutre pour le climat, numérique et plus solide que jamais auparavant.

Il y a soixante-dix ans, nos pères et mères fondateurs ont franchi un premier pas courageux vers la création d'une Union de la paix et de la prospérité.

Le moment est venu d'ajouter le chapitre de notre génération à cette histoire et de franchir un nouveau pas courageux vers une Union de la durabilité.

Nous le devons aux générations futures.

Vive l'Europe !

**La ministre suédoise des finances, Magdalena Andersson, explique pourquoi son pays, avec l'Autriche, le Danemark et les Pays-Bas, pose ses conditions avant de soutenir les pays les plus touchés par la pandémie, auxquels la Commission a proposé, mercredi, de consacrer 750 milliards d'euros.**

Ministre suédoise des finances depuis 2014, la sociale-démocrate Magdalena Andersson avait assumé, en mars 2017, que son pays, membre de l'Union européenne depuis 1994, soit « *le plus radin de l'UE* ». Une phrase, répétée depuis comme un mantra par M<sup>me</sup> Andersson et le premier ministre, Stefan Löfven, dont le gouvernement, composé des Verts et des sociaux-démocrates, a poursuivi la politique d'austérité budgétaire menée en Suède depuis la crise financière du début des années 1990, qui avait laissé le royaume exsangue.

**Vous vous opposez au plan de relance franco-allemand. Que lui reprochez-vous ?**

**Magdalena Andersson :** Nous pensons que l'UE [*Union européenne*] a un rôle à jouer dans la relance de l'économie européenne. Nous avons déjà adopté des mesures très constructives en ce sens, avec le mécanisme de financement du chômage partiel ou la mise en place d'un fonds, géré par la banque européenne d'investissement, pour soutenir les entreprises. Nous pensons aussi qu'un fonds de relance est nécessaire. Mais pas dans n'importe quelles conditions. Les chiffres qui ont été mentionnés jusqu'à présent nous semblent trop élevés. Il faut être raisonnable et réaliste, tant sur la taille, que sur les délais et les conditions de l'octroi de cette aide.

**Dans le plan que vous avez présenté avec l'Autriche, le Danemark et les Pays-Bas, vous vous opposez au principe d'une subvention, proposé par Paris et Berlin. Pourquoi ?**

Je suis en effet favorable à un prêt, qui devra être remboursé par les pays qui en bénéficieront. Pour moi, c'est bien plus facile d'en expliquer le principe aux retraités suédois, qui ont payé des impôts élevés pendant de nombreuses années. Ils peuvent accepter qu'on aide les autres pays, via un emprunt. C'est différent de voir leur argent aller aux retraités espagnols ou italiens, qui n'ont pas payé d'impôts aussi élevés.

**Vous trouvez que 500 milliards d'euros de subvention, proposés par Paris et Berlin (auxquels s'ajouteront 250 milliards de prêt), c'est trop ? Etant donné l'ampleur de la crise, n'est-ce pas justifié ?**

Soyons clairs : le fonds, quelle que soit sa taille, ne va pas relancer l'économie européenne à lui tout seul. Même s'il est conséquent, les budgets nationaux sont et resteront bien plus importants. Le budget européen ne représente que 1 % de nos PIB nationaux. Le fonds de relance peut être un complément pour les pays les plus durement touchés, déjà fortement endettés avant la crise.

Mais si nous voulons relancer l'économie, le plus important est que les ministres des finances et les gouvernements, dans chacun des Etats membres, prennent des mesures intelligentes dans le cadre de leurs budgets nationaux. La priorité doit être également de rétablir le fonctionnement normal du marché intérieur. Ce sera un moteur bien plus important pour l'économie européenne que n'importe quel fonds de relance.

### **N'est-ce pas le moment d'être solidaires ?**

Bien sûr. Et nous le sommes déjà. La Suède est un des plus gros contributeurs nets au budget de l'UE. Mais il faut aussi se rappeler d'où vient cet argent. Le fait que nous ayons une des dettes publiques les plus faibles en Europe [35 % du PIB] n'est pas arrivé juste comme cela. Ce n'est pas un don de Dieu, mais le résultat d'un effort. Pendant plusieurs décennies, les Suédois ont payé plus d'impôts qu'ils n'ont perçu d'argent de l'Etat. Nous avons pu ainsi rembourser notre dette publique, ces vingt dernières années. Ce qui n'a pas été fait partout.

### **Après le départ des Britanniques et le changement de position de l'Allemagne, ne craignez-vous pas de vous retrouver isolés ?**

Nos quatre pays rassemblent 40 millions d'habitants. Alors même si seuls, nous sommes petits comparés à la France par exemple, nous sommes, ensemble, un acteur important au sein de l'UE. C'est le cas également du point de vue de notre PIB. Nous avons aussi une excellente coopération. Si tous les Etats membres n'ont pas embrassé notre contre-proposition, tous ne soutiennent pas non plus le plan franco-allemand. Qu'il y ait des discussions au sein de l'UE est tout à fait normal. Depuis le début de la crise, nous avons montré que nous étions capables de nous rassembler et nous mettre d'accord.

### **Ne craignez-vous pas de faire le jeu de l'extrême droite en Espagne ou en Italie, ou même ailleurs ?**

Nous sommes inquiets que ce genre de mouvement progresse. C'est la raison pour laquelle nous avons réagi rapidement, en soutenant la création d'un fonds de relance. Mais en Suède aussi, nous devons faire face à de puissantes forces eurosceptiques. Or elles risquent de croître, si le contribuable suédois voit son argent finir chez des contribuables étrangers, sans contrepartie. Je dois pouvoir expliquer aux Suédois comment j'utilise leur argent. Il en va de la légitimité de l'UE. D'ailleurs, je trouve très provoquant que des pays qui, de différentes manières depuis le début de la crise sanitaire, ont violé le marché intérieur, en bloquant par exemple l'exportation d'équipements médicaux [*en mars, la France avait saisi 4 millions de masques à Lyon, appartenant à une multinationale suédoise, dont la moitié était destinée à l'Espagne et l'Italie, ce qui avait failli déclencher un incident diplomatique entre Stockholm et Paris*], nous parlent de solidarité.

Propos recueillis par Anne-Françoise Hivert Publié le 27 mai 2020 à 16h29



SERVICE DE PRESSE  
ET VEILLE

Palais de l'Élysée, le vendredi 24 avril 2020

## Fiche Presse

### **Conférence de lancement pour une initiative mondiale sur les diagnostics, les traitements et les vaccins**

La pandémie de COVID-19 est une crise mondiale sans précédent et appelle une réponse internationale d'ampleur pour lutter contre ses conséquences sanitaires, économiques et sociales, partout dans le monde.

Depuis plusieurs semaines, la France a pris, avec ses partenaires, l'initiative de construire une réponse multilatérale efficace et rapide. Cette action se traduit par :

- **Le renforcement de la coordination sur le plan sanitaire et économique au G7 et au G20.**
- **L'initiative sur le soutien aux systèmes de santé et aux économies africaines.**
- **L'initiative du Conseil de sécurité des Nations unies pour permettre une trêve humanitaire face à la pandémie.**
- **L'initiative sur les diagnostics, les traitements et les vaccins** en coordination étroite avec l'OMS, l'Union européenne et l'ensemble des acteurs internationaux.

Un immense travail est d'ores et déjà engagé, partout dans le monde, pour développer des moyens efficaces de lutter contre le COVID-19. Pour aller plus vite, le Président de la République a insisté sur la nécessité d'agir tous ensemble et a appelé à la mobilisation d'un partenariat inédit entre l'ensemble des acteurs (Etats, organisations régionales et internationales, acteurs publics et privés, recherche, banques de développement, société civile).

#### **L'initiative**

**Le 16 avril, le Président de la République a réuni, lors d'une conférence téléphonique, les responsables des principales organisations internationales en santé mondiale, actives dans la riposte contre le Covid-19** (OMS, Fonds mondial, Unitaïd, Gavi, CEPI, Wellcome Trust, Fondation Gates, Banque mondiale, Medecines Patent Pool, ainsi que Françoise BARRE-SINOUSSE, Présidente du Comité analyse recherche et expertise) pour renforcer la coordination internationale autour de l'OMS et construire une initiative multilatérale. Les participants sont convenus de la nécessité de porter une initiative coordonnée, globale, visant l'efficacité et l'équité.

Cet échange a permis de définir un appel à l'action commun dont l'objectif est d'accélérer le développement et l'accès aux traitements, diagnostics et vaccins, y compris dans les pays les plus défavorisés.

Cet appel repose sur 4 piliers :

- **Les diagnostics ;**
- **Les traitements ;**
- **Les vaccins ;**
- **Le soutien aux systèmes de santé dans les pays les plus fragiles.**

Cette initiative inclut la recherche, la production et la distribution de ces produits de santé. Elle est inclusive et ouverte aux autres partenaires compétents impliqués dans la réponse au Covid-19 (industrie pharmaceutique, secteur privé en général, recherche, banques de développement nationales et régionales, organisations de la société civile).

Afin de lancer officiellement cette initiative, une **visio-conférence publique s'est tenue le vendredi 24 avril en présence de plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement et des grands acteurs de la santé mondiale**. Le Secrétaire Général des Nations unies, Antonio GUTERRES, le directeur général de l'OMS, le Dr TEDROS et le Président de la République française, Emmanuel MACRON, porteront l'initiative, aux côtés de partenaires européens et internationaux.

#### **Objectifs :**

1. **Accélérer la conception et la production des moyens de diagnostics, de traitement et des vaccins.** L'enjeu est d'autant plus fort qu'un nombre croissant de pays et de territoires s'efforcent de lever progressivement les mesures de confinement prises pour endiguer l'avancée du virus.
2. **Garantir un accès sûr, équitable et universel aux diagnostics, aux traitements et aux vaccins.** Nous devons construire dès maintenant une approche globale pour nous assurer que personne n'est laissé de côté et acter une réponse internationale juste, transparente, équitable, efficace et rapide.
3. **Consolider les systèmes de santé pour lutter contre le COVID-19 et poursuivre le combat contre les autres maladies.** La pandémie de COVID-19 a un impact très lourd sur les plus vulnérables partout dans le monde. Le renforcement des systèmes de santé à l'échelle mondiale est indispensable pour aider les pays à lutter contre la pandémie, éviter que les systèmes de santé ne soient submergés par la crise, et ne pas mettre en péril les avancées réalisées dans la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme.

**L'action engagée pour remplir ces objectifs repose sur trois grands principes :**

- **Coordination** des acteurs autour de principes d'action communs contenus dans l'appel.
- **Soutien** de la communauté internationale à cette coordination historique.
- **Echéance** fixée pour les financements au 4 mai prochain.

#### **La France, acteur engagé en matière de santé mondiale**

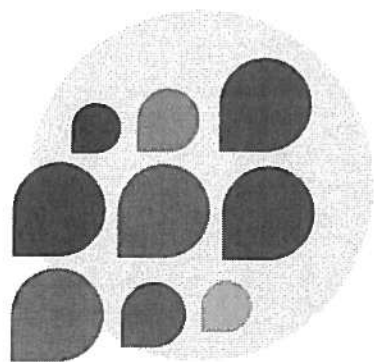
**La France engage depuis plusieurs années une action forte en santé mondiale.** Elle a été à l'origine de la création, dans les années 2000, des grandes organisations multilatérales qui ont amélioré l'accès des pays du Sud à la santé publique : lutte contre le VIH/Sida, la tuberculose et le paludisme (Fonds mondial) vaccination (Alliance pour le Vaccin – Gavi) et innovation pour tous (Unitaid).

Le Président de la République a renforcé les engagements français en faveur de cette **vision solidaire, globale et coopérative de la santé vis-à-vis des** organisations multilatérales, notamment en organisant la conférence de reconstitution du Fonds mondial à Lyon en octobre 2019, et en augmentant à cette occasion sa contribution de 20%.

**La France a, par ailleurs, annoncé le 9 avril dernier le lancement de l'initiative « Covid-19 – santé en commun »** pour répondre à la crise sanitaire provoquée par la pandémie dans les pays les plus vulnérables d'Afrique, de l'océan Indien, des Caraïbes et du proche Orient. Dotée de 1,2 milliards d'euros, elle permettra d'appuyer rapidement les systèmes de santé, les réseaux régionaux de surveillance épidémiologique et les ONG engagées sur le terrain.

*Acteurs engagés aux côtés de l'OMS :*

- **UNITAID** a été créé en 2006 sur initiative franco-brésilienne pour catalyser l'accès aux innovations en santé et faciliter leurs mises à l'échelle.
- **GAVI**, alliance mondiale créée en 2000 joue depuis 20 ans un rôle déterminant pour faciliter l'accès et la distribution des vaccins dans les pays en développement.
- Le **Fonds Mondial** créé en 2002 agit pour mettre fin aux épidémies de sida, de tuberculose et de paludisme. Il agit pour le renforcement des systèmes de santé dans la lutte contre le COVID-19.
- **CEPI** (Coalition for Epidemic Preparedness Innovations) est un partenariat public privé lancé lors du forum économique mondial de 2017, dont la finalité est de lutter contre les épidémies et les maladies pour lesquelles il n'existe pas encore de vaccin.
- **La fondation Bill & Melinda Gates** a été créée en 1994 et est une organisation philanthropique engagée dans le financement du développement et de la santé mondiale
- **La Wellcome Trust** est une fondation dont le but est d'améliorer la santé en soutenant la science et la recherche pour relever les grands défis en santé.
- **La Banque mondiale** a mis en place un plan d'urgence pour les aider à faire face aux conséquences sanitaires et économiques de la pandémie.



# Finance en Commun

Le 1<sup>er</sup> sommet mondial des Banques Publiques de Développement

PARIS

10-12  
Novembre  
2020

**POUR DES  
SOCIÉTÉS  
RÉSILIENTES**  
ET RESPECTUEUSES  
DE L'ENVIRONNEMENT

## LES ORGANISATEURS

### DU SOMMET FINANCE EN COMMUN

Parrainé par le secrétaire général de l'ONU António Guterres et le président Emmanuel Macron (à confirmer), le sommet Finance en commun est :

- une initiative de la World Federation of Development Finance Institutions (WFDI) et de l'International Development Finance Club (IDFC).
- organisé pendant le 3<sup>e</sup> Forum de Paris sur la paix,
- organisé par l'Agence française de développement (AFD), avec le soutien :
  - des banques multilatérales de développement,
  - des associations régionales des Banques Publiques de Développement (ALIDE, AIAFD, ADFIAP, ADFIMI, AEILT, EAPB, EDFI),
  - des institutions internationales concernées (PNUD, PNUE, OCDE, Commission européenne),
  - et de la Caisse des dépôts et consignations.

“  
*Nous avons la responsabilité  
d'une reprise meilleure. Nous  
devons tenir nos promesses  
pour les humains et la planète.*”

Le secrétaire général de l'ONU  
**António Guterres**

“  
*Les Banques Publiques de  
Développement fournissent  
un service unique, celui  
de faire le lien entre les  
gouvernements et le secteur  
privé, et de traduire les  
politiques nationales et  
internationales par des  
solutions locales.*”

Le président de la WFDI  
**Thabo Prince Thaman**

“  
*Les membres de l'IDFC ont  
collectivement mobilisé leur  
capacité financière et leur  
expertise pour apporter une  
réponse immédiate aux défis  
sanitaires à court terme ainsi que  
préparer un monde post-Covid-19  
qui nécessitera le changement  
de paradigme tant attendu.*”

Le président de l'IDFC  
**Rémy Rioux**

# POUR DES SOCIÉTÉS RÉSILIENTES ET RESPECTUEUSES DE L'ENVIRONNEMENT

Le premier sommet mondial réunissant toutes les Banques Publiques de Développement aura lieu pendant le Forum de Paris sur la paix en novembre 2020. Il s'efforcera de répondre à notre besoin commun d'élaborer des nouvelles formes de prospérité en mesure de protéger le vivant (les humains et la planète) de façon résiliente.

Dans le contexte de la pandémie de Covid-19 et de la crise socio-économique qui en découle, le sommet Finance en commun mettra l'accent sur le rôle crucial des Banques Publiques de Développement (BPD) dans la réconciliation entre les réponses contracycliques à court terme et les mesures de reprise durables qui auront un impact à long terme sur la planète et les sociétés. En réunissant les BPD du monde entier, le sommet Finance en commun sera l'occasion de :

- construire une nouvelle coalition d'acteurs et créer une dynamique collective visant à favoriser l'émergence d'une réponse mondiale face aux défis mondiaux,
- démontrer le potentiel des BPD à relier besoins à court terme et transformations à long terme et en redirigeant les flux financiers vers les Objectifs de développement durable (ODD).

## ENCOURAGER L'ACTION COLLECTIVE

Le sommet Finance en commun aura lieu le 12 novembre 2020 pendant le Forum de Paris sur la paix, un événement annuel dédié à l'optimisation de la gouvernance globale. Le Sommet doit également contribuer aux

programmes de la COP26 et du G20. Pour assurer un engagement large et efficace de toutes les parties prenantes, et à la lumière de la crise du Covid-19 et de ses conséquences, le Sommet déploiera un dispositif innovant, alliant formats numériques et sessions sur place.

En amont du Sommet, une conférence de recherche aura lieu le 10 novembre : un consortium d'institutions universitaires présentera ses travaux et ses conclusions sur les modalités d'un meilleur financement des BPD sur le long terme. Les intervenants du Sommet sont encouragés à y participer.

*La réorientation de la finance mondiale vers le climat et les ODD nécessite un effort plus soutenu et mieux coordonné. Les Banques Publiques de Développement représentent une part significative de la solution.*

# LA CLÉ POUR METTRE EN ŒUVRE LA FINANCE DONT NOUS AVONS BESOIN POUR L'AVENIR QUE NOUS VOULONS

*Avec leur mandat public et leur rôle contracyclique, les Banques Publiques de Développement sont plus aptes que jamais à favoriser la réconciliation entre reprise économique et développement durable.*

Les Banques Publiques de Développement ont un rôle clé à jouer dans la réorientation des modèles d'investissement existants – et la facilitation de l'accroissement de leur volume – vers le développement durable.

Il existe environ 450 Banques Publiques de Développement (BPD, aussi appelées institutions financières de développement) dans le monde. Elles agissent aux niveaux territorial, national, régional, international et multilatéral.

Les BPD ont trois principaux attributs :

- Elles bénéficient de l'autonomie juridique et financière.
- Elles sont contrôlées ou soutenues par un gouvernement central ou local.
- Elles ont pour mandat public de compenser les déséquilibres du marché – en particulier en matière de financement des petites et moyennes entreprises, des infrastructures de base, des marchés financiers locaux, du logement, de la petite agriculture et du commerce régional et international – au bénéfice des entrepreneurs, des ménages ruraux et des plus

vulnérables, notamment les femmes et les jeunes.

Mais elles ne sont pas des banques commerciales, et ne proposent pas de services de gestion de comptes individuels ou de crédits à la consommation.

Le volume d'activité de ces institutions représente 2 300 milliards de dollars par an, soit 10 % du montant total investi dans le monde chaque année, sources publiques et privées confondues. Avec leur mandat public et leur rôle contracyclique, les BPD sont plus aptes que jamais à favoriser la réconciliation entre les réponses à court terme face aux crises liées au Covid-19 et les solutions pour un développement durable à long terme. Ces institutions agissent comme une "main visible" capable de mobiliser et d'orienter la finance dont nous avons besoin pour l'avenir que nous voulons.

## UN PLAN D'ACTION POUR RÉPONDRE AUX NOUVEAUX DÉFIS

Quelle action collective faut-il mettre en place pour éviter une récession longue et faire de la reprise post-Covid-19 une reprise durable ? Comment les BPD peuvent-elles aider les économies à

stimuler l'emploi à court terme et à opérer les nécessaires transformations des secteurs à long terme ? Comment implémenter la transition vers une économie résiliente et bas-carbone ? Ces questions seront au cœur du sommet Finance en commun.

Les BPD soutiennent déjà l'action pour le climat et les Objectifs de développement durable (ODD). Elles mettent à disposition des ressources sur le long terme et concessionnelles, des programmes de partage de connaissances et d'assistance technique, et encouragent la participation du secteur privé. Dans leur effort pour s'aligner avec les objectifs de l'Accord de Paris et des ODD, un nombre croissant de BPD appliquent de nouvelles conditions pour la distribution de leurs fonds propres. Toutefois, la réorientation de la finance mondiale vers le climat et les ODD demande un effort plus soutenu et mieux coordonné pour transformer profondément des pratiques déléterées.

## DES SOLUTIONS CONCRÈTES ET DURABLES

Dans un monde inondé de liquidités, il est urgent qu'émerge une coalition d'institutions financières capables de convertir les ressources publiques en projets durables sur le terrain. Une telle coordination des BPD aboutirait à la création d'un pont entre les questions de politique internationale et les solutions locales, et entre la capacité des gouvernements à définir des trajectoires de développement durable et les opportunités du secteur privé.

En tant qu'institutions publiques, les BPD représentent une importante coalition d'acteurs modernes. Elles sont organisées par régions, profondément enracinées dans les économies locales et le tissu social, et constituent un soutien historique pour les banques multilatérales de développement (BMD). Elles jouent un rôle vital parmi les acteurs et

sont capables de déployer une grande variété d'outils pour compenser les défaillances du marché, mobiliser les ressources domestiques, réorienter les investissements, soutenir la mobilisation du secteur privé et promouvoir la durabilité. Les BPD sont en mesure d'apporter les financements du premier et du dernier kilomètre : elles font le lien entre les intentions politiques et les résultats sur le terrain – agissant avant, après ou en coordination avec les marchés financiers.

## UNE NOUVELLE VISION POUR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Certaines BPD sont actives depuis des décennies déjà. Un nombre croissant de gouvernements les renforcent ou en créent de nouvelles. Leur légitimité est consolidée par une nouvelle vision pour le financement du développement – une vision qui va au-delà du cadre des investissements dans les infrastructures ou d'autres mandats traditionnels, grâce à la capacité de mobiliser les institutions gouvernementales et les marchés financiers.

Sur le terrain, les BPD peuvent favoriser les changements institutionnels et offrir les débouchés économiques indispensables à la réalisation des ODD de l'ONU. Par exemple, leur soutien financier et leur expertise auprès des gouvernements peuvent stimuler l'investissement en faveur des infrastructures sociales, notamment dans le secteur de la santé. Elles peuvent également contribuer à créer la confiance nécessaire pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

## VOLUME D'ACTIVITÉ DES BPD



≈ 2 300  
MILLIARDS \$  
investis par an



10 %  
du montant total  
investi dans le monde

*Sur le terrain, les BPD peuvent favoriser les changements institutionnels et offrir les débouchés économiques indispensables à la réalisation des ODD de l'ONU.*

# LES BANQUES PUBLIQUES DE DÉVELOPPEMENT EN BREF

Il y a environ 450 Banques Publiques de Développement (BPD) dans le monde. Où sont-elles, quels sont leurs mandats, combien engagent-elles ?

## QU'EST-CE QU'UNE BPD ?

Les Banques Publiques de Développement (BPD, aussi appelées institutions financières de développement) sont une grande famille d'institutions à l'interface entre la finance et la politique publique. Trois particularités les réunissent :

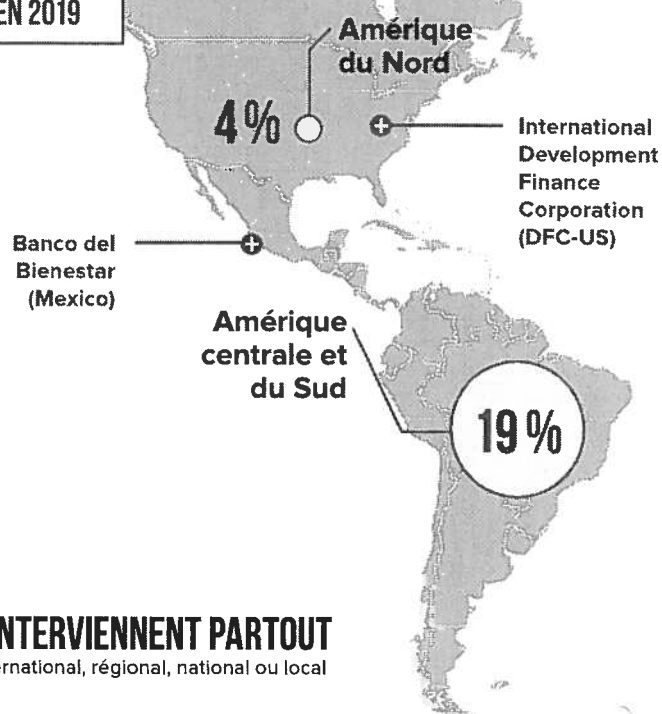
- Elles bénéficient de l'autonomie juridique et financière.
- Elles sont contrôlées ou soutenues par un gouvernement central ou local.
- Elles ont pour mandat public de faire face aux déséquilibres du marché – en particulier en matière de financement des petites et moyennes entreprises, des infrastructures de base, des marchés financiers locaux, du logement, de la petite agriculture et du commerce régional et international – au bénéfice des entrepreneurs, des ménages ruraux et des plus vulnérables, notamment les femmes et les jeunes.

Mais ce ne sont pas des banques commerciales, et ne proposent pas de services de gestion de comptes individuels ou de crédits à la consommation.

## OÙ SONT LES BPD DANS LE MONDE ?

Répartition globale

5 NOUVELLES BPD CRÉÉES EN 2019



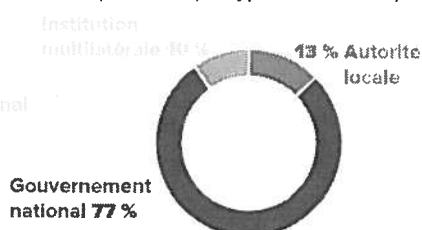
## LES BPD INTERVIENNENT PARTOUT

au niveau international, régional, national ou local

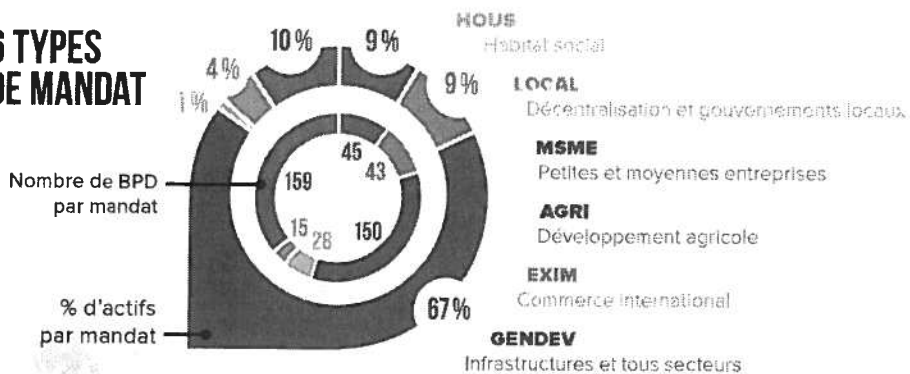
### MANDAT GÉOGRAPHIQUE (% d'institutions)



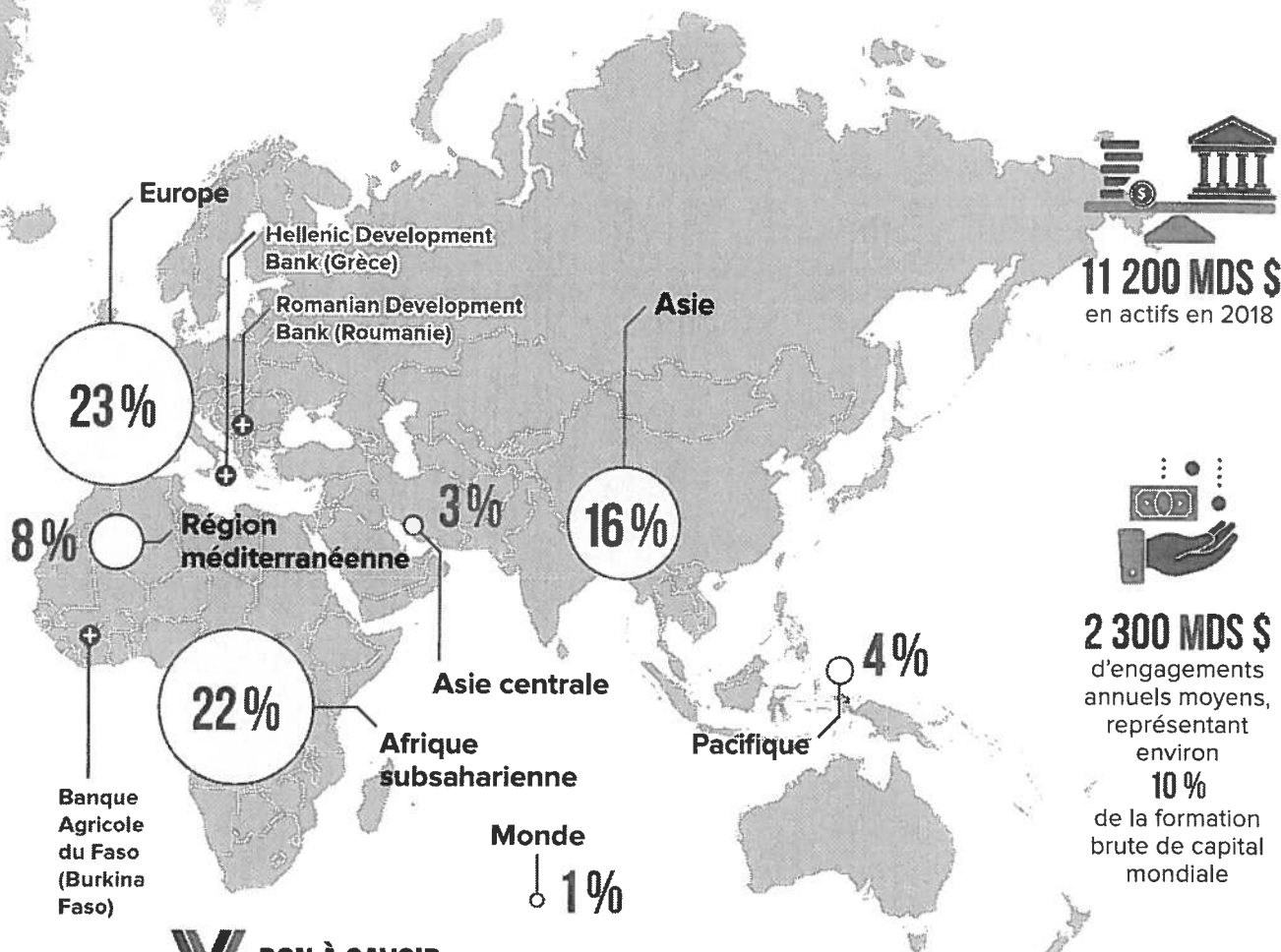
### PROPRIÉTÉ (% d'actifs par type de détenteur)



## 6 TYPES DE MANDAT



≈ **450 BPD**  
dans le monde  
en 2019.  
**30 %** ont été  
créées après  
2000.



**11 200 MDS \$**  
en actifs en 2018



**2 300 MDS \$**  
d'engagements  
annuels moyens,  
représentant  
environ  
**10 %**  
de la formation  
brute de capital  
mondiale



## BON À SAVOIR

- **La Banque mondiale**, créée en 1944 à Bretton Woods, est une référence mondiale en matière de gouvernance, de stratégie, d'efficacité et de coopération internationale.
- **La China Development Bank** est la plus grande BPD avec 235 milliards d'actifs en 2018.
- **La Caisse des dépôts et consignations**, créée en 1818, est la plus ancienne BPD.
- Avec **21 BPD**, le Brésil est le pays où l'on trouve le plus grand nombre de BPD.
- **La Banque européenne d'investissement**, banque régionale pour l'Europe, est une référence en matière de développement des économies et des infrastructures européennes.
- **La Scottish National Development Bank**, dont les opérations débutent en 2020, est la plus récente des BPD.



**90 % DU TOTAL  
DES ACTIFS**  
(10,2 milliards \$) sont  
détenus par les  
50 plus grandes BPD

# DÉFIS MONDIAUX, SOLUTIONS CONCRÈTES

*En prenant part au Forum de Paris sur la paix, les Banques Publiques de Développement auront la possibilité de présenter leurs projets innovants.*

Pour la troisième année consécutive, le Forum de Paris sur la paix va réunir les acteurs de la gouvernance mondiale, des chefs d'État à la société civile, pour faire avancer des projets et des initiatives ayant pour but d'améliorer l'action collective. Les Banques Publiques de Développement sont invitées à répondre à l'appel à projets pour présenter et concrétiser leurs initiatives.

Les défis auxquels le monde doit faire face aujourd'hui – les dérèglements climatiques, le terrorisme, la cyber-insécurité, et les inégalités, surtout celles basées sur le genre – ne connaissent pas de frontières. Alors même qu'affronter ces problèmes exige une coopération internationale et une action collective, collaborer semble être de plus en plus difficile à l'heure où les nations se replient sur elles-mêmes. La communauté internationale rencontre des difficultés à apporter des solutions appropriées.

## DES PROBLÈMES MONDIAUX NECESSITENT DES SOLUTIONS MONDIALES

La mission du Forum de Paris sur la paix est de contribuer à combler ce vide de gouvernance. Elle se fonde sur une observation simple : sans solution collective, les

problèmes mondiaux peuvent générer des conflits.

Pour proposer des solutions pratiques là où elles font défaut, le Forum encourage la formation de coalitions hybrides réunissant anciens et nouveaux acteurs de la gouvernance mondiale : les États et les institutions comme les organisations multilatérales, les ONG, le secteur privé, les fondations, la société civile en général, et cette année, les BPD.

Le Forum se focalise surtout sur les projets : chaque année, son Espace des solutions présente des réponses concrètes en matière de



FORUM  
de PARIS  
sur la PAIX

gouvernance, capables de relever les défis mondiaux. Ces initiatives peuvent être normatives – outils législatifs, normes et bonnes pratiques – ou promouvoir le renforcement des capacités – institutions, mécanismes et innovations. Les BPD sont aussi invitées à soumettre leurs projets focalisés sur la réponse opérationnelle à la crise du Covid-19.

## BPD, VENEZ PROMOUVOIR VOS INITIATIVES

En prenant part au Forum de Paris sur la paix, vous aurez l'opportunité unique de faire connaître votre solution innovante et de faire avancer votre projet. Ce sera pour vous l'occasion non seulement d'en optimiser la visibilité, mais aussi de le mettre à l'épreuve de publics divers ; vous rencontrerez des partenaires potentiels et partagerez votre expérience et vos connaissances avec d'autres chefs de projets et des intervenants du monde entier. Dix propositions seront sélectionnées pour bénéficier de ressources supplémentaires et d'un soutien continu pendant la première année de leur implémentation. Les porteurs de projets qui ne seront pas en mesure de se rendre à Paris en raison de restrictions sanitaires pourront présenter leur initiative en ligne.

## APPEL À PROJETS

### SOUMETTEZ VOTRE PROJET AVANT LE 12 MAI 2020

Avez-vous une solution concrète qui s'attaque à un défi mondial ? Soumettez un ou plusieurs projets sur la plateforme en ligne avant le 12 mai 2020. Jusqu'à 80 seront sélectionnés. Une attention particulière sera portée aux initiatives visant les objectifs suivants :



REBONDIR APRÈS LE  
CORONAVIRUS ET AMÉLIORER  
LES OUTILS DE LA RÉSILIENCE



CONCEVOIR DES  
ARCHITECTURES DE  
SÉCURITÉ PLUS ROBUSTES



RÉCONCILIER FINANCEMENT  
DU DÉVELOPPEMENT ET  
EFFORTS POUR LE CLIMAT



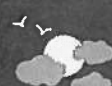
ÉLABORER  
UN CAPITALISME  
DURABLE



PROTEGER  
LES OcéANS



AMÉLIORER L'ACCÈS  
À L'EAU POTABLE



RENDRE L'ESPACE  
SÛR ET DURABLE



SÉCURISER  
LE CYBERESPACE



RÉGLÉMENTER L'UTILISATION  
DES DONNÉES ET DE  
L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE



AMÉLIORER  
LA GOUVERNANCE  
DE L'ÉDUCATION



PROMOUVOIR  
L'ÉGALITÉ  
DES SEXES

POUR  
SOUMETTRE  
VOS PROJETS,  
CONNEXIONNEZ-VOUS SUR :

[parispeaceforum.org](https://parispeaceforum.org)

L'appel à projets est ouvert à tous les acteurs de la gouvernance mondiale : États, organisations internationales, ONG, entreprises, fondations, sociétés philanthropiques, agences de développement, groupes religieux, syndicats, think tanks, universités, etc.

# LA MAIN VISIBLE. LES BANQUES DE DÉVELOPPEMENT EN ACTION POUR LE CLIMAT ET LES ODD

Le 10 novembre 2020, une conférence de recherche se tiendra à Paris et réunira la communauté des chercheurs ainsi que des représentants des banques de développement.

Dans le contexte de la crise du Covid-19, cette conférence sera l'occasion d'échanger savoirs et éclairages pour dégager le chemin vers l'avenir.

*La conférence de recherche vise à apporter des recommandations concrètes et fondées sur les faits pour informer les décideurs.*

Un groupe international de chercheurs reconnus a été constitué pour appuyer les travaux du sommet Finance en commun. Ils coopéreront avec les responsables des Banques Publiques de Développement (BPD), dont des membres de l'International Development Finance Club (IDFC) et de la World Federation of Development Finance Institutions (WDFI), ainsi que d'autres parties prenantes, notamment du secteur privé. L'événement sera retransmis et les travaux publiés dans les actes de la conférence.

## OUVRIRE LA VOIE POUR UNE BANQUE PLUS RESPONSABLE

Le groupe de recherche présentera ses travaux et ses conclusions lors d'une conférence qui aura lieu le 10 novembre. Cette conférence vise à présenter des recommandations concrètes, fondées sur les faits, qui informeront les décideurs présents au Sommet, parmi lesquels les gouvernements, les banques de développement et les régulateurs.

La question essentielle porte sur l'augmentation des contributions des banques de développement au plan d'action pour le climat et les ODD. La grave crise qui affecte le monde, conséquente à la rupture provoquée par le Covid-19, ouvre la voie vers une meilleure banque, plus complète et plus responsable, pour la reconstruction de nos systèmes économiques selon un modèle plus durable.

## CINQ DÉFIS CLÉS

Le groupe de recherche a pour but d'apporter des contributions clés sur :

**1. L'inclusion des banques de développement** dans l'architecture de la finance mondiale et l'utilisation productive de leurs différents attributs (BPD multilatérales, internationales, régionales ou locales).

**2. Le business model des banques de développement.** Le groupe de recherche évaluera les outils des banques de développement pour déterminer les plus aptes à maximiser leur impact sur le développement durable ; une tâche importante étant également de catalyser des fonds venant du secteur privé et de prendre en compte les différents niveaux de développement ou priorités d'un pays à l'autre.

### 3. Alignement avec les trajectoires à long terme pour le climat et les ODD.

Un des principaux défis pour une action cohérente est de définir un cadre commun guidant tous les investissements – publics et privés, dans les économies à hauts revenus comme les autres – de tous les acteurs vers les ODD et l'Accord de Paris. Concernant l'alignement avec les ODD et parmi de nombreuses autres initiatives en cours, l'initiative menée par le PNUD et l'OCDE, mandatés par le G7, présentera ses premières conclusions à la fin 2020. L'utilisation de taxonomies solides, comme le système de classification pour les investissements durables de l'Union européenne, peut aussi servir de base pour soutenir l'investissement dans certains actifs ou l'analyse des risques climat. Les BMD et l'IDFC, engagés pour l'alignement avec l'Accord de Paris, œuvrent également pour la création d'une méthodologie adéquate.

**4. Cadres réglementaires et incitations publiques.** Ces cadres seront évalués en fonction de leur capacité à proposer un ensemble d'incitations appropriées pour orienter l'activité vers le climat et les ODD.

**5. Mandat et gouvernance.** À l'exception des banques de développement internationales et multilatérales, très peu de banques de développement ont un mandat explicitement dédié à la question climatique et au développement durable. Les bonnes pratiques de gouvernance des banques de développement (autonomie financière, transparence, responsabilité, etc.) feront également l'objet de débats.

## VISER UN EFFORT COORDONNÉ PLUS IMPORTANT

En plus du groupe de recherche, d'autres institutions ont la possibilité de participer aux

conférences avec leurs propres études, reflétant leur vision du rôle que pourraient jouer les BPD en faveur d'une architecture financière efficace. Parmi ces institutions : l'IDFC, l'Overseas Development Institute (ODI) de Londres, l'OCDE/PNUD, l'Institute for Climate Economics (IACE) de Paris, le World Resource Institute (WRI), et le Fonds vert. D'autres centres de recherche, think tanks et professionnels sont invités à participer et à présenter leurs conclusions sur le rôle que les institutions financières de développement peuvent jouer dans la réalisation des ODD. Les institutions de moindre envergure, reconnues dans leur pays d'origine, seront spécifiquement incluses.

L'AFD, l'IDFC et la Fondation Ford ont confirmé leur soutien au programme de recherche.

## COORDINATEURS

### DU GROUPE DE RECHERCHE

➤ **Jiajun Xu**, vice-doyenne exécutive de l'Institut de la nouvelle économie structurelle (INSE) de l'université de Pékin (Chine), qui dirige, avec le département Recherche de l'AFD, la réalisation de la première base de données exhaustive des institutions financières de développement du monde entier

➤ **Stephany Griffith-Jones**, directrice du Programme sur les marchés financiers pour l'Initiative pour le dialogue politique de l'université de Columbia, États-Unis. Co-auteur de *The Future of National Development Banks*

➤ **Régis Marodon**, conseiller Finance durable, département Recherche de l'AFD, France

## PROGRAMME DE RECHERCHE

### INTERVENANTS PRINCIPAUX

#### INCLUSION DES BANQUES DE DÉVELOPPEMENT

- **Jose Antonio Ocampo**, ancien ministre des Finances de Colombie, professeur à l'université de Columbia, États-Unis
- **Alfredo Schclarek Curutchet**, chercheur associé au Conseil national des recherches scientifiques et techniques (CONICET), Argentine

#### LE BUSINESS MODEL DES BANQUES DE DÉVELOPPEMENT

- **Stephany Griffith-Jones**, coordinatrice (voir ci-dessus)
- **Jiajun Xu**, coordinatrice (voir ci-dessus)
- **Shari Spiegel**, responsable de l'analyse politique et du développement au sein du Bureau pour le financement du développement durable de l'ONU-DAES
- **Eduardo Fernandez-Arias**, ancien chercheur et économiste principal, Banque Interaméricaine de développement
- **Patrick Guillaumont**, président, et **Laurent Wagner**, chercheur, Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI)

#### ALIGNEMENT AVEC LES TRAJECTOIRES À LONG TERME POUR LE CLIMAT ET LES ODD

- **Kevin Gallagher**, directeur du Centre des politiques mondiales de développement de l'université de Boston, co-président du groupe de travail T-20 sur l'architecture financière internationale
- **Sébastien Treyer**, directeur, et **Damien Barchiche**, directeur du programme Agenda 2030, Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI)
- **Harvey Himberg**, consultant Protection sociale et environnementale, Fonds vert pour le climat
- **Ian Cochran**, directeur du programme Institutions financières, IACE, France

#### CADRES RÉGLEMENTAIRES et incitations

- **Ulrich Hege**, vice-président de l'École d'économie de Toulouse, France
- **Ricardo Gottschalk**, responsable Affaires économiques à la CNUCED
- **Lavinia Barros de Castro**, chercheuse et manager, BNDES

#### MANDAT ET GOUVERNANCE

- **Tianyang Xi**, politologue à l'École nationale du développement de l'université de Pékin, Chine
- **Samantha Attridge**, chercheuse senior, ODI

# MOBILISER UNE NOUVELLE COALITION MONDIALE

En lançant ces défis à une nouvelle communauté mondiale dotée d'une plus grande capacité d'agir et en promouvant une action collective durable, le sommet Finance en commun cherche à contribuer de manière significative au succès de la "Décennie d'action" du secrétaire général de l'ONU.

Résultats attendus pour les Banques Publiques de Développement (BPD) après le Sommet et au-delà :

➤ **Présentation d'une vue d'ensemble des actions des BPD**, décrivant le rôle de la finance internationale et domestique, publique et privée, dans la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris et de développement durable.

Un article ou une série d'articles présentant le rôle et le *business model* des Banques Publiques de Développement, leur gouvernance, leurs responsables, leurs opérations et leur impact, sera publié pendant le sommet, avec les contributions d'autres partenaires présentant leur vision du rôle que les BPD peuvent jouer dans une architecture financière efficace.

➤ **Une déclaration commune de l'ensemble des BPD** affirmant leur volonté de contribuer activement à la relance tout en s'alignant sur les principes d'une finance durable et d'incorporer dans leur stratégie, leurs normes fondamentales et leur analyse d'impact, les objectifs de l'Accord de Paris, de la Convention sur la diversité biologique et de l'Agenda 2030. De plus, la déclaration témoignera des progrès réalisés.

## TIRER LE MAXIMUM DE NOTRE ÉLAN

Dans le cadre du Forum de Paris sur la paix, dont la raison d'être est de proposer des solutions pratiques de gouvernance et de donner plus d'envie aux projets, le sommet Finance en commun est l'occasion d'annoncer des mesures concrètes et des initiatives innovantes. Le Forum donnera lieu à un appel à projets spécifique focalisé sur la réponse opérationnelle à la crise du Covid-19, et les BPD sont invitées à soumettre des projets. Les donateurs peuvent aussi voir le Sommet comme une opportunité d'annoncer des initiatives pour soutenir et inciter à l'alignement des BPD avec les ODD.

À terme, le sommet Finance en commun pourrait aussi se poser comme une tribune pour les déclarations individuelles de chefs d'État et de gouvernement, et d'autres parties prenantes, notamment du secteur privé et de la société civile, qui souhaiteraient présenter leurs engagements concrets en vue d'ajuster leur mandat et de soutenir l'action de leurs BPD en faveur du climat et des ODD.

En rassemblant et en mettant au défi une nouvelle communauté mondiale dotée d'une plus grande capacité d'agir et en promouvant l'action collective continue, le sommet Finance en commun cherche à contribuer de manière significative au succès de la "Décennie d'action" du Secrétaire général de l'ONU.

*À terme, le Sommet pourrait aussi devenir une tribune pour les déclarations individuelles de chefs d'État et de gouvernement.*



[Check Against Delivery]

## **Speech of Vice President Věra Jourová on countering disinformation amid COVID-19 "From pandemic to infodemic"**

Brussels, 4 June 2020

The Coronavirus pandemic has been accompanied by an unprecedented 'infodemic', according to the World Health Organisation. Our conversation cannot be more timely. Not only has enough time passed since the beginning of this unprecedented COVID-19 crisis to start drawing some lessons. We also have the events around the globe that spark a fierce debate.

I am sure you all took note of the Twitter actions to tag some tweets of President Trump as fact-checked or violating the policy of the platform by statements inciting to violence.

While this argument is happening in the US, Twitter, Facebook and other platforms are global and relevant for politicians and users in Europe as much as they are in the US.

I have been saying for a long time that I want platforms to become more responsible, therefore I support Twitter's action to implement transparent and consistent moderation policy. This is not about censorship. Everyone can still see the tweets. But it is about having some limits and taking some responsibility of what is happening in the digital world.

Obviously, this triggered an avalanche of reactions in the US and calls from the President to revise the US liability rules.

Luckily, in Europe we are far ahead in this debate. We are not only talking, we are acting. Next week, you will see a teaser with a Communication on disinformation in the COVID-19 context, and by the end of the year we will come with the Digital Services Act and the European Democracy Action Plan to give some regulatory ideas on how to advance this debate about disinformation and online responsibility.

The COVID-19 pandemic is just a reminder about the huge problem of misinformation, disinformation and digital hoaxes.

This can create confusion and distrust and it can undermine an effective public health response.

We have seen scammers trying to make money to people's fears, but we have also seen a systemic attack on Europe and our member states, promoted for instance by pro-Kremlin media about how badly we are dealing with the crisis or even that the virus was spread by NATO or that 5G masts are helping to spread the virus.

Hence, it is no exaggeration to say that proper information can save lives.

This is also a reminder for all of us that there are plenty of bad actors that want to exploit the crisis for economic or political gains. They want to divide us, sow division, instil fear and even put lives at risk.

Once again, online platforms are used as the main tools for disinformation and consumer hoaxes.

Let me first tell you about some actions we have taken so far, and about my plans what I would like to do in the future.

We acted very quickly. Already on 3 March I held the first meeting with the social media platforms. We agreed they would promote links to WHO and health authorities and remove ads that offer fake medicine or inflate prices for normal products. They also removed millions of pieces of content that is potentially harmful – like advice to drink bleach to kill corona.

I welcome those quick measures taken by the platforms. I support the approach that focuses on facilitating access to authoritative sources, tackling harmful content and systematic take down of exploitative or misleading ads while at the same time preserving the freedom of expression and information.

These quick measures were possible because in Europe we have not started from scratch. Thanks to the code of practice on disinformation, both platforms and authorities have developed tools that could be quickly deployed in this crisis.

We also used the Rapid Alert System to exchange information with Member States and created in the Commission an information hub about COVID-19, including exposing false stories.

But the job is not done. Far from it. The crisis showed us again that other State actors have powerful propaganda machines. I remember being shocked when I saw one opinion poll in Italy showing that Italians thought of China much more as a friend and Germany as an enemy.

One reason for this is that in the European Union we take helping each other for granted. Another that our Member States too easily roll out the red carpet and communicate about dubious help from outside, while forgetting to apply the same standards about EU.

Ladies and Gentlemen,

We all have home work to do and we cannot blame platforms alone.

To counter disinformation, we need a holistic approach:

1. we need to equip authorities and improve cooperation among them in the EU
2. we need to beef up our cooperation with international partners, including NATO. Disinformation is part of the hybrid threats, so this is a security issue as well.
3. we need to engage civil society
4. we need to support free and independent media, resilient and critical citizens

To sum up, we all need to get better in detecting, analysing and exposing disinformation.

We must respond to this crisis in the "European way", in full respect of our fundamental principles and values as set out in the Treaties.

I want to stress the importance, especially in moments like this, of protecting fundamental rights and in particular the freedom of speech and media freedom. We need journalism, employing professional standards, to provide reliable and accurate information and to scrutinise the measures taken in response to the global health threat. And we need to let journalists do their work freely.

This crisis showed us once again that social media are not a replacement for quality journalism.

I also think that the need for experts' information has increased significantly, which is a welcome shift. I think the public is not tired of experts, and we have to find a way to make their voices heard.

The sectors that are affected by disinformation, like a health sector, must mobilise to provide quick, clear and reliable information. They need to defend the truth. The health sector must also mobilise and earn the trust of the society.

The Communication on disinformation scheduled for adoption next week will take stock of the situation and of the actions taken so far to limit the impact of COVID-19 related disinformation and propose complementary actions to further protect European citizens from dangerous disinformation campaigns.

It will consider how the flow of reliable information can be strengthened within the EU and from outside.

The Communication will also address the need for more strategic communication. Far too often, we did not manage to get our story about EU support out - not in Member States, nor in neighbouring countries. It is high time to step up on this and not to allow others - such as China - to occupy the space.

The Communication will also include reflection on how to improve support for competent authorities, fact-checkers and researchers, also with the help of the newly created European Digital Media Observatory.

We need to get better at assessing the threats and liaising with partners such as NATO on this.

And we will have clear expectations from platforms to become more transparent and to remove financial incentives to spread disinformation. Lying sells better and flies quicker than the truth, which makes it a special challenge.

Politicians that gain political capital on lying should be accountable to their words.

We need to ensure transparency and accountability. Citizens need to know how information is reaching them, and where it comes from.

And we need to invest in a society that is media savvy and critical. Media literacy and digital skills need to improve to ensure a more resilient society.

We need a fair digital tax. The money raised from the platforms should be used to fix some problems created by those digital giants. Part of the money should be invested in education because our societies are not resilient enough.

Luckily, we are not starting from scratch. Our debate is advanced. We launched the public consultation on the Digital Services act. We are also working on the European Democracy Action Plan. Both will be

key vehicles in that regard.

The aim is to improve accountability and responsibility of online players, to help improve the resilience of our democracies and to address threats, including of external interference in European elections. Countering disinformation and adapting to evolving threats and manipulations, as well as to support free and independent media, will also be part of the Action Plan.

We must not move into censoring, we must not create ministries of truth. I have spent enough time of my life leaving in an authoritarian country, Czechoslovakia, to know the answer is not in centrally dictating the truth. But we must equip ourselves better to address the challenges of our digital reality.

I know that I can count on the European Parliament and the Renew Group to continue to play an active role to support the fight against the infodemic.

Now, it's time to learn the lessons and to improve our digital environment, so our democracies can also flourish online.

SPEECH/20/1000